

STRATÉGIES MÉDIATIQUES – PROTÉGER LE PROGRÈS – RÉOLUTION COLLECTIVE DES PROBLÈMES – DÉVELOPPER UNE COALITION – CARTOGRAPHIER ET ANALYSER LES PARTIES PRENANTES

# LA BASE DU CHANGEMENT

Un guide par étape sur le plaidoyer  
pour l'accès à l'avortement sécurisé

Ipas

ISBN: 978-0-9998634-4-2

© 2018 Ipas.

Conçu aux États-Unis d'Amérique.

Citation suggérée: Ipas. 2018. *La base du changement: Un guide par étape sur le plaidoyer pour l'accès à l'avortement sécurisé*. Chapel Hill: Ipas.

Ipas œuvre à faire progresser la justice reproductive en élargissant l'accès à l'avortement et à la contraception, à l'aide d'une approche globale portant sur les systèmes sanitaires, juridiques et sociaux. Nous pensons que chaque personne doit avoir le droit à l'autonomie corporelle et les moyens de déterminer son propre avenir. En Afrique, en Asie et dans

les Amériques, nous travaillons avec des partenaires pour garantir la disponibilité et l'accessibilité à tous et toutes des services de santé reproductive, notamment l'avortement et la contraception.

Ipas est une organisation à but non lucratif enregistrée de type 501(c)(3). Toutes les contributions à Ipas sont déductibles des impôts dans la mesure de ce que permet la loi.

Pour plus d'informations ou pour faire un don à Ipas :

Ipas

P.O. Box 9990  
Chapel Hill, NC 27515 USA  
1-919-967-7052  
[www.ipas.org](http://www.ipas.org)  
[ContactUs@ipas.org](mailto:ContactUs@ipas.org)

## Remerciements — Version modifiée

Ce document est une version modifiée de la publication d'Ipas de 2002 intitulée, *Making safe abortion accessible: A practical guide for advocates*.

Ipas souhaite remercier les personnes suivantes pour leur aide au processus de révision :

Jina Dhillon

Elizabeth Guthrie

Gillian Kane

Bia Galli

Jeanne Hefez

Noreen Fagan

Moisa Saidu

Frances C.K. Issa-Katta

Tania Sheriff

Hanatu Kabbah

Patty Skuster

Nous souhaitons également remercier les partenaires de Marie Stopes Sierra Leone, de la Planned Parenthood Association de la Sierra Leone, de 50/50 et d'Amnesty International Sierra Leone pour leur révision et leurs apports sur le contenu de ce guide révisé.

Nous souhaitons exprimer notre reconnaissance pour notre partenariat avec [AmplifyChange](#) et l'engagement sans faille de leurs équipes pour l'avortement sécurisé. Leur soutien généreux a permis à cette version corrigée de voir le jour.

Enfin, nous remercions chaleureusement Charlotte Hord Smith, dont le leadership concernant le travail sur l'élaboration des politiques à Ipas pendant près de 30 ans a permis à la première version de ce guide de voir le jour.

# SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
SECTION 1 Identifier les problèmes et comprendre le contexte actuel	5
SECTION 2 Cartographier les parties prenantes, les détenteurs du pouvoir et les alliés	30
SECTION 3 Développer une coalition	36
SECTION 4 Surveiller l'opposition	58
SECTION 5 Développer un plan de communication et une stratégie médiatique	61
SECTION 6 Développer un plan de travail pour les 3, 6 et 12 mois à venir	69
ANNEXE 1 Liens et ressources	70
ANNEXE 2: Cartographie des Parties Prenantes	72

# INTRODUCTION

## À propos de ce guide

Ce guide est destiné aux défenseurs qui souhaitent apporter leur soutien pour étendre l'accès à des soins d'avortement sécurisé dans leurs pays. Ce guide va vous aider, vous et vos collègues, à élaborer une stratégie qui aborde les considérations uniques du plaidoyer en faveur l'avortement. Vous devez étudier ce guide en collaboration avec un petit groupe de parties prenantes qui s'engagent à travailler ensemble pour étendre l'accès à des soins d'avortement sécurisé.

Ce guide vous accompagnera à chaque étape du processus, mais c'est à vous de décider où commencer. Ce guide est une introduction destinée à ceux qui commencent leur travail de plaidoyer pour l'avortement; il pourra néanmoins aussi être utile aux défenseurs expérimentés.

Ipas est à votre disposition pour vous apporter un soutien supplémentaire dans l'utilisation de ce guide. Pour toute question, ou si vous avez besoin d'une aide supplémentaire, contactez [advocacy@ipas.org](mailto:advocacy@ipas.org).

## Pourquoi ce guide ?

Il existe de nombreuses ressources pour soutenir le plaidoyer en matière de droits humains, de droits de la femme et de droits en matière de santé sexuelle et reproductive (DSSR). Ce guide vise à accompagner les défenseurs tout au long du processus de 1) compréhension du contexte de l'avortement dans leur pays, 2) gestion des difficultés de l'action collective en général et sur l'avortement en particulier, et 3) offrir des liens directs vers des outils, ressources et informations supplémentaires pour les aider à court terme et sur le long terme.

Ce guide est spécifique au plaidoyer sur l'avortement et, en tant que tel, il reconnaît les considérations et les difficultés uniques de ce travail. De nombreuses informations de ce guide sont des mises à jour d'informations développées dans la ressource associée *Making safe abortion accessible : A practical guide for advocates*.

Les sections de ce guide sont censées être remplies en temps réel et avec un petit groupe de partenaires centraux investis dans cette tâche. Nous espérons que vous trouverez cette ressource utile et sollicitons vos suggestions d'amélioration.

## L'AVORTEMENT EST CRIMINALISÉ.

Bien que l'avortement soit l'une des pratiques médicales les plus anciennes (les descriptions les plus vieilles remontant à environ 1500 avant notre ère), la criminalisation de la procédure et l'incarcération des femmes sont un phénomène plus récent. Quand l'avortement est criminalisé, cela signifie que l'État possède un pouvoir répressif sur l'autonomie reproductive des femmes.

Les lois qui criminalisent l'avortement partent du principe que la menace d'une arrestation ou d'une incarcération empêchera les femmes et jeunes filles de se faire avorter. Comme les recherches de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) l'indiquent, rendre l'avortement illégal ne réduit pas le nombre d'avortements et ne dissuade pas les femmes de se faire avorter.

Les lois pénales sur l'avortement sont appliquées de manière discriminatoire et ont un impact disproportionné sur les femmes et jeunes filles les plus vulnérables. Ce sont les femmes pauvres et peu éduquées en milieu rural qui courent le plus grand risque de faire l'objet d'une enquête, d'être arrêtées, poursuivies et incarcérées pour avoir eu recours à l'avortement non sécurisé. Il faut noter que les femmes ayant des ressources financières sont rarement arrêtées ou poursuivies pour avortement clandestin, la raison étant qu'elles peuvent obtenir des services privés d'avortement sécurisé localement, ou aller à l'étranger pour obtenir un avortement sécurisé.

## RESSOURCES :

-  [Quand l'avortement est un crime : Nigeria—vidéo](#)
-  [Quand l'avortement est un crime : Amérique latine—fiche d'informations](#)
-  [Le mouvement pour l'avortement sécurisé et légal se mondialise—article](#)

## L'AVORTEMENT NON SÉCURISÉ EST UNE **CRISE DE SANTÉ PUBLIQUE**.

Il y a une corrélation directe entre des lois restrictives et l'accès des femmes à des soins d'avortement sécurisé. Bien que l'utilisation répandue du misoprostol rende l'avortement moins dangereux quand les services sont restreints par la loi, dans ces contextes, les femmes continuent à risquer leur vie et leur santé en ayant recours à l'avortement dans des conditions non sécurisées.

Soixante-six pays dans le monde interdisent complètement l'avortement, ou le permettent uniquement pour sauver la vie de la femme. Selon l'OMS, 25 millions d'avortements non sécurisés ont lieu chaque année à travers le monde, dont 98 % se déroulent dans des pays en voie de développement avec des restrictions législatives répressives.

Les femmes qui craignent des poursuites pour avortement non sécurisé retardent souvent ou refusent un traitement dans un hôpital public ou une clinique, ce qui a des conséquences néfastes sur leur santé et leur vie.

### RESSOURCES :



[Avortement non sécurisé : Une pandémie évitable](#)



[Réduction des dommages : Une nouvelle façon d'aborder l'avortement à risque](#)

## LA **STIGMATISATION** LIÉE À L'AVORTEMENT EST AU CŒUR DE CE PROBLÈME.

Un cadre législatif restrictif contribue à alimenter les craintes et la stigmatisation, qui peuvent prendre la forme de harcèlement, d'une surveillance et d'un chantage de la police. Cela conduit également à l'arrestation, la poursuite et l'incarcération des femmes. Celles qui sont poursuivies pour avortement font face à une punition allant d'amendes et de services d'intérêt général à de longues peines de prison.

Parce que l'avortement est fortement stigmatisé, le simple fait d'être accusée d'un délit lié à l'avortement peut avoir un impact négatif sur les rapports familiaux, professionnels et au sein de la communauté d'une femme. L'enquête, les poursuites et l'incarcération peuvent avoir des effets encore plus néfastes, contribuant au climat d'intimidation et de peur qui a endommagé les vies de millions de femmes et de jeunes filles dans les pays où des lois criminalisant l'avortement sont en place et appliquées.

## RESSOURCES :

-  [Conceptualiser la stigmatisation autour de l'avortement](#)
-  [Réseau international pour la réduction de la discrimination et de la stigmatisation de l'avortement \(inroads\)](#)
-  [La stigmatisation autour de l'avortement est-elle liée à une incidence plus élevée de l'avortement non sécurisé ?](#)

## **LES DROITS HUMAINS PROTÈGENT LE DROIT À L'AVORTEMENT POUR GARANTIR LA DIGNITÉ HUMAINE ET L'AUTONOMIE REPRODUCTIVE.**

Quand des femmes sont arrêtées pour s'être fait avorter, elles sont punies pour avoir pris des décisions reproductives dans l'intérêt de leur santé et de leur bien-être. Quand les lois sur l'avortement sont appliquées, les droits des femmes sont bafoués.

Criminaliser l'avortement viole de nombreux droits humains fondamentaux, notamment le droit à la vie, à la liberté, à la sécurité, à la santé, ainsi que le droit à ne pas être soumis à la torture. De plus, les lois criminalisant l'avortement constituent une discrimination basée sur le sexe, car elles pénalisent un service de santé dont seules les femmes ont besoin.

## RESSOURCES :

-  [The Storehouse for Abortion Law and Policy: Drafting abortion laws generally](#)
-  [The Storehouse for Abortion Law and Policy: Health and life indications—human rights standards](#)
-  [Observation générale n°22 \(2016\) sur le droit à la santé sexuelle et procréative](#)

# SECTION 1

## Identifier les problèmes et comprendre le contexte actuel

### Étape 1 : Concevoir un monde idéal pour les soins d'avortement sécurisé

Pour comprendre ce dont vous avez besoin pour faire de l'avortement sécurisé une réalité, il est important de vous demander avant toute chose : *À quoi ressemble un monde où l'avortement est légal et sécurisé ?*

Rassemblez un groupe de collègues intéressés et imaginez ensemble comment vous voulez voir changer les soins d'avortement sécurisé d'ici la fin de la prochaine décennie. Quels sont tous les problèmes (politiques, sociaux, économiques) à régler avant que toutes celles qui ont besoin de se faire avorter puissent accéder au service dont elles ont besoin ? Réfléchissez de manière exhaustive et globale pour créer l'image la plus complète possible sur la manière dont les soins d'avortement peuvent évoluer dans votre pays. Ne laissez pas l'atmosphère politique ou culturelle actuelle limiter votre vision !

Souhaitez-vous que l'avortement soit (discutez ensemble et cochez tout ce qui s'applique ; ajoutez à cette liste au besoin) :

- abordé facilement dans les sociétés et reconnu comme un droit de la femme ?
- moins restreint par la loi ?
- considéré comme une composante intégrée des services de santé reproductive pour la femme ?
- disponible au sein de services de santé courants ?
- intégré à d'autres services de santé reproductive ou générale ?

- accessible dans différents établissements, tels que des centres de santé en milieu rural, des cliniques privées, des hôpitaux de district et d'aiguillage, des cliniques spécialisées?
- accessible aux femmes pauvres à bas coût ou gratuitement?
- pris en charge par les assurances ou le gouvernement pour que le coût n'ait pas d'impact sur l'accès?
- réalisé par un éventail de professionnels de la santé en plus des médecins (par exemple les sages-femmes, les infirmiers, les auxiliaires médicaux et les agents cliniques, ou d'autres prestataires de niveau intermédiaire), pour que les femmes en milieu urbain comme rural puissent avoir accès aux services?
- exempt de harcèlement ou de violence sur les professionnels de la santé qui fournissent le service?
- enseigné de manière systématique dans les programmes scolaires et de formation (notamment dans les programmes d'éducation sexuelle des adolescents et les programmes de formation des professionnels de la santé)?
- Disponible en pharmacie pour les femmes ayant des informations adéquates sur l'avortement médicamenteux?
- .....
- .....
- .....

## **Étape 2 : Identifier les difficultés ou les problèmes qui doivent être résolus avant de rendre cela possible**

À l'étape 1, il vous avait été demandé d'imaginer les soins d'avortement sécurisé dans un monde idéal. Pour l'étape suivante, et en gardant cet idéal en tête, demandez-vous : *quels problèmes doivent être réglés avant que toutes celles qui ont besoin d'un avortement puissent obtenir les soins dont elles ont besoin ?*

Avec le même groupe de collègues de l'étape 1, envisagez d'avoir recours à une activité de brainstorming animée pour décrire autant de problèmes que possible. Gardez à l'esprit toutes les couches de la société qui ont un impact sur les services d'avortement : le cadre législatif et réglementaire, les normes de la communauté existantes et les priorités et besoins individuels ainsi que les infrastructures pour apporter des services de santé aux personnes dans votre pays ou système de santé. Synthétisez et rassemblez les problèmes en catégories et listez-les ci-dessous.

**Problèmes ou difficultés** liés aux soins d'avortement sécurisé :

Une fois que le groupe a produit une liste aussi complète et exhaustive que possible, répondez aux questions suivantes ensemble (désignez une personne pour écrire les réponses dans les espaces ci-dessous) :

Parmi ces problèmes, lesquels sont les plus urgents ?

Quels problèmes êtes vous, vous-même et/ou vos partenaires, en position d'influencer ?

Quels problèmes semblent trop difficiles ou impossibles à résoudre ?

En quoi la perception de l'avortement dans votre communauté doit changer pour parvenir au monde idéal pour les soins d'avortement ?

### **Étape 3 : Comprendre le contexte juridique, communautaire et de santé publique des soins d'avortement dans votre pays**

À présent que vous avez imaginé le monde idéal pour accéder à des soins d'avortement dans votre pays et les problèmes et difficultés qui entravent le chemin vers ce monde idéal, regardons de plus près le statut de l'accès à l'avortement aujourd'hui.

Cette section vous guide dans l'évaluation des quatre éléments essentiels pour un environnement réglementaire favorable : a) des lois qui permettent un large accès à l'avortement ; b) des politiques, systèmes et ressources solides pour la mise en œuvre, c) une volonté politique et une prise de responsabilité du gouvernement, et d) des connaissances et un soutien des parties prenantes.

L'évaluation de ces quatre éléments essentiels crée un profil du pays servant à déterminer des points d'intervention sur les politiques, des stratégies et des activités de soutien.

En petits groupes, répartissez les questions ci-dessous et travaillez ensemble pour répondre à autant de questions que possible. Nous vous encourageons à avoir recours à toutes les ressources nécessaires pour ce travail.

Pour les questions auxquelles vous ne pouvez pas répondre, demandez-vous comment vous pourriez obtenir ces informations autrement. Y a-t-il d'autres

personnes que vous pouvez inclure dans cette activité pour vous aider à répondre à plus de questions? Voyez à combien des questions suivantes vous pouvez répondre et prenez note de celles qui font germer des idées d'actions concrètes au sein de votre groupe pour suivi :

## A : Évaluer le contexte juridique de l'avortement

### LOIS SUR L'AVORTEMENT

De nombreux sites internet et ressources sont disponibles pour vous aider à enquêter sur les lois sur l'avortement dans votre pays :

-  La [base de données générale des politiques de l'OMS](#) est une ressource complète créée en 2017 et régulièrement mise à jour qui vous donnera des informations sur les lois sur l'avortement, les obstacles réglementaires à l'accès, les réglementations et directives et les traités internationaux sur les droits humains dont votre pays fait partie. Vous pourrez peut-être répondre à la plupart des questions ci-dessous grâce à cette ressource.
-  La [carte interactive de lois sur l'avortement à travers le monde](#) du Center for Reproductive Rights vous permet de sélectionner un pays pour y connaître les indications légales de l'avortement. La carte est mise à jour tous les ans.
-  Le Pew Research Center organise sa [carte interactive des politiques d'avortement à travers le monde](#) par indication et par pays, vous permettant de sélectionner une indication (vie, santé, santé mentale, malformation fœtale, raisons économiques/sociales, ou sur demande) et souligner tous les pays dans lesquels l'avortement est légal dans ces circonstances, ou bien de faire défiler un tableau où toutes les indications de chaque pays sont listées. Les données du Pew Research Center sont issues des lois mondiales sur l'avortement de la Division de la population des Nations Unies publiées en 2013. Si les lois et les politiques ont changé dans votre pays depuis, ceci n'est peut-être pas votre ressource la plus à jour.

### INDICATIONS POUR L'AVORTEMENT

L'avortement est autorisé :		Remarques
 oui  oui, avec restrictions  non		
Pour sauver la vie de la femme	  	
Pour préserver la santé physique de la femme	  	
En cas de viol ou d'inceste	  	
En cas de malformation fœtale	  	
Pour préserver la santé mentale de la femme	  	
Pour des raisons économiques ou sociales	  	
Sur demande	  	

Toutes les cases sont vertes ? Si c'est le cas, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'obstacle réglementaire à l'avortement, mais cela indique que la loi permet un accès relativement large aux soins. Dans les sections de ce kit d'outils, nous allons explorer quelques-uns des autres obstacles à l'accès qui existent.

Les cases concernant la vie, la santé, le viol/l'inceste et les malformations fœtales sont vertes ? Si c'est le cas, votre pays respecte les normes internationales sur les droits humains, qui affirment largement que les États ont au minimum l'obligation de décriminaliser l'avortement dans ces circonstances. Vous pouvez considérer que vous êtes dans un contexte moins restrictif. Cependant, des obstacles aux services dans la loi ou dans les faits sont susceptibles de persister et des interventions pour répondre à ces obstacles aideront plus de personnes à accéder aux services dont elles ont besoin.

La plupart des cases sont rouges ? Si c'est le cas, vous pouvez partir du principe que vous êtes dans un contexte juridique restrictif. Les soins d'avortement ne sont probablement pas largement disponibles aux femmes qui en ont besoin.

## CRIMINALISATION

Dans certains pays, des peines criminelles sont appliquées et les personnes peuvent être incarcérées pour le fait d'avoir sollicité ou pratiqué des soins d'avortement. Remplissez le tableau ci-dessous au mieux. La [base de données générale des politiques de l'OMS](#) est une ressource qui peut vous aider.

	Oui ou non	Peine
Les personnes cherchant à se faire avorter risquent des sanctions pénales (arrestation ou incarcération)		
Les personnes qui pratiquent l'avortement risquent des sanctions pénales (arrestation ou incarcération)		
Il y a une loi sur le « devoir de déclarer » qui demande aux prestataires de santé qui suspectent une femme d'avoir recours à l'avortement provoqué de la signaler à la police.		

Y a-t-il des données disponibles sur l'**application des lois pénales** sur l'avortement (par exemple, de nombreuses arrestations, temps moyen d'emprisonnement pour les délits liés à l'avortement, nombre de poursuites et/ou convictions pour des délits liés à l'avortement au cours des cinq années passées)? Listez les informations pertinentes ci-dessous :

### AUTRES LOIS ET POLITIQUES PERTINENTES

Existe-t-il des lois encadrant la discrimination ou les violences sexistes qui peuvent être pertinentes pour l'accès à l'avortement? Par exemple, les lois sur l'égalité des sexes sont susceptibles d'indiquer des dispositions de non-discrimination pouvant s'appliquer aux soins d'avortement et les lois sur les violences sexistes sont susceptibles d'indiquer des dispositions garantissant l'accès à des services de santé pour les victimes de violences, ce qui peut être interprété comme comprenant les soins d'avortement. Listez les informations pertinentes :

## B : Évaluer les politiques, systèmes et ressources pour la mise en œuvre

Avec les indications légales pour les soins d'avortement et la volonté politique de protéger et de faire appliquer les DSSR, les politiques, systèmes et ressources pour la mise en œuvre ont un impact important sur le nombre de personnes pouvant accéder aux soins dont elles ont besoin. Travaillez sur les tableaux ci-dessous en petits groupes, en faisant référence à des ressources externes si nécessaire.

### POLITIQUES, NORMES ET DIRECTIVES, ET PRODUITS POUR L'AVORTEMENT

Politique		Remarques
<p>■ Une politique qui tient compte des bonnes pratiques existe</p> <p>■ Une politique existe, mais elle ne tient pas compte des bonnes pratiques</p> <p>■ Aucune ou pas de politique</p>		
Normes et directives pour avortement provoqué	■ ■ ■	
Normes et directives pour soins après avortement (SAA)	■ ■ ■	
Autorisation du pays pour mifépristone-misoprostol	■ ■ ■	
Autorisation du pays pour misoprostol pour l'avortement incomplet	■ ■ ■	
Autorisation du pays pour misoprostol pour l'hémorragie du postpartum	■ ■ ■	
Les prestataires intermédiaires peuvent pratiquer des services	■ ■ ■	
L'objection de conscience est limitée — ne s'applique qu'au prestataire, qui a l'obligation d'aiguiller	■ ■ ■	
Soins complets d'avortement (SCA) aux programmes de formation	■ ■ ■	
Soins après avortement (SAA) aux programmes de formation	■ ■ ■	

## CONSENTEMENT D'UN TIERS

Obstacles		Remarques
<p>■ Obstacle pas dans la loi/la politique, bonnes pratiques observées</p> <p>■ Obstacle pas dans la loi/la politique, mais bonnes pratiques non observées</p> <p>■ Un obstacle existe</p>		
Exigence de déclaration à la police en cas de viol ou d'inceste	■ ■ ■	
Autorisation judiciaire permise pour contourner le consentement de tiers	■ ■ ■	
Consentement parental requis pour les mineures	■ ■ ■	
Consentement de l'époux requis	■ ■ ■	
Comité d'hôpital ou plusieurs prestataires d'avortement doivent approuver les soins d'avortement	■ ■ ■	

## Autres obstacles dans les politiques et directives pour la mise en oeuvre

Existe-t-il d'**autres obstacles administratifs ou réglementaires** qui limitent l'accès aux services (par exemple, dispositions qui indiquent que seuls des professionnels de la santé peuvent pratiquer l'avortement, délais d'attente, coût élevé, restrictions sur la promotion ou la diffusion d'informations sur l'avortement)? Listez-les ci-dessous :

Y a-t-il des **restrictions dans la politique** ou la pratique qui limitent la capacité des femmes à accéder et à utiliser la **contraception** et la contraception d'urgence? Par exemple, les jeunes femmes ou les femmes non mariées ont-elles un accès total aux informations et aux services? Les femmes mariées ont-elles besoin du consentement de leur époux pour la contraception, etc. ?

## Évaluer le système de santé et la prestation de soins d'avortement

### NIVEAU DE FORMATION DU PRESTATAIRE

Quand il est pratiqué dans des conditions médicales appropriées, par du personnel qualifié, dans un cadre hygiénique, l'avortement est une procédure parfaitement sécurisée. L'autoprise en charge de l'avortement médicamenteux en début de grossesse est une option mentionnée dans les directives de l'OMS dont l'efficacité a été prouvée. De nombreux pays ont des politiques qui limitent la prestation de soins d'avortement aux médecins généralistes ou spécialistes (gynécologues-obstétriciens).

Ceci restreint l'accès des femmes à des services sécurisés, en particulier en dehors du milieu urbain. Les lois qui exigent un professionnel de santé pour fournir ou autoriser l'avortement peuvent criminaliser le nombre croissant de personnes ayant recours à la pilule afin d'enrayer la pratique de l'avortement en dehors du système de santé. Les services liés à l'avortement où le partage des tâches entre médecins et prestataires intermédiaires (prestataires de santé formés de niveau intermédiaire, tels que les sages-femmes, les infirmiers et les auxiliaires médicaux) est pratiqué devient une stratégie clé pour augmenter l'accès à des soins d'avortement sécurisé. Selon l'OMS en 2012, « Tout prestataire de soins suffisamment qualifié, y compris les prestataires de catégorie intermédiaire (...), est en mesure de dispenser des soins liés à l'avortement dans les meilleures conditions. ».

### LISTEZ LE NIVEAU DE FORMATION DES PRESTATAIRES AUTORISÉS À PRATIQUER L'AVORTEMENT :

Niveau: <span style="color: green;">■</span> oui <span style="color: red;">■</span> non	Méthodes autorisées
Gynécologue-obstétricien	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: red;">■</span>
Médecin	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: red;">■</span>
Sage-femme	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: red;">■</span>
Infirmier praticien/auxiliaire médical	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: red;">■</span>
Agent de santé communautaire	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: red;">■</span>
Assistant social	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: red;">■</span>
Agent clinique	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: red;">■</span>
Autre (listes)	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: red;">■</span>

## FORCE ET PRÉPARATION DU SYSTÈME DE SANTÉ

<span style="color: green;">■</span> oui <span style="color: yellow;">■</span> plus ou moins <span style="color: red;">■</span> non		Remarques
Des personnes de tout horizon socioéconomique et ethnique et de tout âge ont accès de manière équitable à l'avortement	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span>	
Les établissements de santé pratiquant l'avortement sont répartis de manière équitable à travers le pays là où ils sont nécessaires	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span>	
Les prestataires sont réceptifs aux apprentissages et proposent toute une gamme de techniques d'avortement	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span>	
L'avortement est accessible financièrement à la majorité des personnes	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span>	
L'avortement est pris en charge par la plupart des services d'assurance ou par la couverture de santé publique	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span>	
Un large éventail de méthodes contraceptives moderne est disponible à travers le pays	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span>	
Les médicaments d'AM sont disponibles et accessibles aux femmes	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span>	
Un nombre adapté de professionnels de la santé sont disposés à pratiquer l'avortement	<span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span>	

## STATISTIQUES DE L'AVORTEMENT

Savez-vous combien de femmes décèdent suite à un avortement non sécurisé dans votre pays? Quel est le taux ou le rapport de mortalité maternelle dans votre pays ou région? Pouvez-vous déterminer à partir de ces statistiques le pourcentage de décès dus à l'avortement non sécurisé?

Parmi les admissions à l'hôpital, quel pourcentage est attribuable aux femmes qui sollicitent un traitement pour des complications de l'avortement? Quel cout traiter ces femmes représente-t-il pour le système de santé?

Existe-t-il des données décrivant les caractéristiques démographiques des femmes recherchant un traitement pour un avortement incomplet? Sont-elles pauvres? Jeunes? Font-elles partie d'un groupe ethnique particulier? Résident-elles dans une région particulière du pays? Les données disponibles indiquent-elles des schémas de discrimination à l'encontre des personnes marginalisées?

## C : Évaluer la volonté politique

La volonté politique inclut l'implication de leaders d'opinion et de décideurs clés envers le droit à l'avortement, que ce soit travailler pour réformer la loi sur l'avortement dans les contextes restrictifs ou faire attention aux régressions dans les contextes moins restrictifs. La volonté politique inclut également les engagements que le gouvernement a pris dans le cadre de traités internationaux sur les droits humains qui protègent les droits en matière de sexualité et de reproduction. Nous pensons également qu'une volonté politique durable dépendra des mouvements sociaux solides menés localement pour demander et protéger les DSSR dans les communautés, les acteurs du gouvernement ayant, au final, une responsabilité à l'égard de leurs électeurs.

### VOLONTÉ POLITIQUE ET LEADERSHIP DURABLE :

Les gouvernements et les parties prenantes clés prennent des mesures qui indiquent leur engagement envers les droits des femmes, les soins complets d'avortement (SCA), les soins après avortement (SAA) et la contraception en général, et qui institutionnalisent l'accès des femmes aux services.

	■ oui	■ oui, avec restrictions	■ non	Remarques et noms
Des législateurs clés s'engagent en faveur de services sécurisés, fondés sur les droits, sans obstacle à l'accès	■	■	■	
Les principales parties prenantes du Ministère ou du Département de la Santé s'engagent en faveur de services sécurisés, fondés sur les droits, sans obstacle à l'accès	■	■	■	
La communauté, les organisations professionnelles et de la société civile et les réseaux ont une capacité adéquate à s'impliquer dans le travail de plaidoyer et à le maintenir	■	■	■	
Les groupes ont des compétences adéquates en matière de plaidoyer et s'impliquent dans un plaidoyer efficace en faveur de l'accès à l'avortement et des droits en la matière	■	■	■	
Les groupes ont la capacité à développer les futurs leaders du plaidoyer en faveur de l'accès à l'avortement et des droits en la matière	■	■	■	
Les groupes ont une capacité interne adéquate au niveau opérationnel, financier et de gestion pour soutenir son fonctionnement	■	■	■	
Des associations communautaires dirigées localement ont une participation significative en matière de processus de politique et de plaidoyer, avec à leur tête des femmes et des jeunes filles	■	■	■	
Des parties prenantes clés du gouvernement surveillent régulièrement le cadre législatif et réglementaire et sont en mesure de mener une action collective s'il y a un risque de régression dans les lois et politiques sur l'avortement	■	■	■	

Y a-t-il des figures proéminentes du gouvernement qui soutiennent ou s'opposent ouvertement à l'avortement sécurisé légal ? Qui sont-elles et que disent-elles ?

Existe-t-il des organisations non gouvernementales (ONG) qui travaillent actuellement sur des questions d'avortement, que ce soit pour ou contre ? Si c'est le cas, veuillez les décrire.

## MÉCANISMES DES DROITS HUMAINS

Les traités internationaux et régionaux sur les droits humains peuvent être des outils puissants pour le travail de plaidoyer pour faire progresser les DSSR. Les organes de suivi des traités peuvent demander aux gouvernements de déclarer comment ils respectent, protègent et appliquent les droits humains, notamment les droits liés à l'avortement.

Les réponses des États parties et les recommandations issues des organes de suivi des traités sur les droits humains peuvent être utilisées pour le suivi du plaidoyer.

Vous trouverez une liste des traités internationaux dont fait partie votre pays sur le [site internet du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme \(HCDH\)](#). En cliquant sur le lien de chaque traité, vous trouverez le calendrier de présentation et de rapport de votre pays et pouvez vérifier les recommandations passées (notamment les observations finales du HCDH) pour votre pays.

<b>Traités internationaux sur les droits humains qui concernent l'avortement</b> <span style="color: green;">■</span> signé <span style="color: yellow;">■</span> signé avec réserve <span style="color: red;">■</span> non signé		<b>Remarques :</b> Inclure les formulations des observations finales, des engagements de l'État parti, des sessions d'examen de TMB à venir
<a href="#">Pacte international relatif aux droits civils et politiques</a>	<div style="display: flex; gap: 10px;"> <span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span> </div>	
<a href="#">Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels</a>	<div style="display: flex; gap: 10px;"> <span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span> </div>	
<a href="#">Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)</a>	<div style="display: flex; gap: 10px;"> <span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span> </div>	
<a href="#">Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants</a>	<div style="display: flex; gap: 10px;"> <span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span> </div>	
<a href="#">Convention relative aux droits de l'enfant</a>	<div style="display: flex; gap: 10px;"> <span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span> </div>	
<a href="#">Convention relative aux droits des personnes handicapées</a>	<div style="display: flex; gap: 10px;"> <span style="color: green;">■</span> <span style="color: yellow;">■</span> <span style="color: red;">■</span> </div>	

Les traités régionaux sur les droits humains peuvent également être des outils puissants pour le plaidoyer. Dans certains cas, ces traités peuvent avoir plus d'influence que les traités internationaux. Le *Protocole de Maputo* (voir tableau à la page suivante) est important en raison de ses formulations percutantes au sujet du droit à l'avortement. « Ratifier Maputo » signifie qu'un gouvernement a l'obligation de « protéger les droits reproductifs des femmes en autorisant l'avortement médicamenteux en cas d'agression sexuelle, de viol, d'inceste et quand la poursuite de la grossesse mettrait en danger la santé mentale et physique de la mère ou la vie de la mère ou du fœtus » (Article 14).

<b>Traités régionaux africains sur les droits humains</b> ■ signé ■ signé avec réserve ■ non signé		<b>Remarque :</b> Inclure les formulations des observations finales, des engagements de l'État parti, des sessions d'examen de TMB à venir.
<u>Charte africaine des droits de l'homme et des peuples</u>	■ ■ ■	
<u>Le Protocole de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur les droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo)</u>	■ ■ ■	

<b>Traités régionaux américains sur les droits humains</b> ■ signé ■ signé avec réserve ■ non signé		<b>Remarque :</b> Inclure les formulations des observations finales, des engagements de l'État parti, des sessions d'examen de TMB à venir.
<u>Convention américaine relative aux droits humains</u>	■ ■ ■	
<u>Convention interaméricaine sur la prévention et la sanction de la torture</u>	■ ■ ■	
<u>Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'éradication des violences contre les femmes</u>	■ ■ ■	
<u>Convention interaméricaine sur l'élimination de la discrimination sous toutes ses formes à l'égard des personnes en situation de handicap</u>	■ ■ ■	

## AUTRES OBLIGATIONS GOUVERNEMENTALES

Les gouvernements rejoignent également des programmes internationaux et des plans d'action qui n'ont pas le poids juridique des traités, mais qui engendrent néanmoins des attentes ou des obligations à honorer par les gouvernements. Ceux qui suivent peuvent être utiles pour comprendre la position de votre gouvernement sur les DSSR, et savoir si votre gouvernement prévoit de réduire la mortalité maternelle est particulièrement utile pour plaider en faveur de la réforme des lois restrictives sur l'avortement.

■ oui, le gouvernement en fait partie, a un plan d'action et participe aux réunions de planification et de suivi ■ gouvernement plus ou moins impliqué ■ gouvernement non impliqué		Remarques, liens vers documents pertinents
Programme d'action de la CIPD, 1994	■ ■ ■	
Programme d'action de Beijing, 1995 (CSW)	■ ■ ■	
Objectifs de développement durable	■ ■ ■	
Plan d'action de Maputo	■ ■ ■	
Planification familiale 2020	■ ■ ■	
Autre (nom)	■ ■ ■	

Existe-t-il des politiques, programmes, objectifs ou plans locaux qui peuvent être pertinents pour vos efforts de plaidoyer? Listez-les ci-dessous :

## **D : Évaluer les connaissances et le soutien des parties prenantes**

La dernière étape pour comprendre l'environnement réglementaire de l'avortement est de déterminer ce que savent les différents groupes de parties prenantes au sujet de l'avortement et de la loi sur l'avortement. Même si la législation sur l'avortement est progressiste, les politiques de mise en œuvre solides et que le gouvernement soutient les DSSR, l'avortement non sécurisé peut persister si les personnes qui protègent, qui fournissent ou qui sollicitent des services ne connaissent pas ces dispositions.

### **SECTEUR JURIDIQUE**

Les avocats savent-ils ce que dit la loi? Des avocats influents soutiennent-ils ou plaident-ils pour le droit à l'avortement?

Les juges interprètent-ils généralement les lois existantes au sens large, pour permettre à autant de personnes que possible d'accéder à des soins d'avortement? Des juges influents soutiennent-ils ou plaident-ils pour le droit à l'avortement?

La police sait-elle ce que dit la loi? Si oui, comment l'a-t-elle appris? La loi sur l'avortement fait-elle partie des programmes de formation de la police? Des membres influents de la police soutiennent-ils ou plaident-ils pour le droit à l'avortement?

La police harcèle-t-elle ou menace-t-elle les prestataires d'avortement ou les femmes sollicitant des services?

Quelles sont les déclarations ou les positions des associations locales de police, de juges, d'avocats et d'autres associations professionnelles du secteur juridique au sujet de l'avortement?

## SECTEUR DE LA SANTÉ

Les prestataires de la santé ont-ils une compréhension juste de ce que dit la loi? Si oui, comment apprennent-ils ce que dit la loi?

Les travailleurs de la santé soutiennent-ils un accès facilité à l'avortement? Y a-t-il un soutien à tous les niveaux du système de santé, des administrateurs de la santé dans les grands hôpitaux aux prestataires de santé travaillant dans des établissements basés dans la communauté?

Des prestataires de santé influents soutiennent-ils ou plaident-ils pour le droit à l'avortement?

Quelles sont les déclarations ou les positions des associations locales de médecins, d'infirmiers, de sages-femmes et d'autres professionnels au niveau local au sujet de l'avortement?

Les professionnels de la santé qui perçoivent des revenus de l'avortement clandestin entraveraient-ils les efforts pour rendre l'avortement plus accessible ?

## COMMUNAUTÉ

Les femmes savent-elles ce que dit la loi ? Si oui, comment l'ont-elles appris ?

Les jeunes ont-ils accès à une éducation complète à la sexualité ? Si oui, où suivent-ils cet apprentissage et cela inclut-il l'avortement ? Qui sont les principales personnes préservant les informations relatives à la sexualité et à la santé sexuelle et reproductive ?

L'avortement est-il abordé dans les médias ? Si oui, comment le sujet est-il traité ?

Quelle est l'opinion populaire au sujet de l'importance de soins d'avortement sécurisé accessibles et le droit à l'avortement sécurisé et légal au sein de la communauté ?

Quelle est l'opinion sur l'importance de soins d'avortement sécurisé accessibles et le droit à l'avortement sécurisé et légal parmi les leaders religieux ?

Des personnes influentes dans la culture populaire soutiennent-elles ou s'opposent-elles ouvertement à l'avortement sécurisé et légal ?

Qui s'oppose à rendre les soins d'avortement plus disponibles ? Quel est leur raisonnement ? Quelle influence ont-ils ? Comment expriment-ils leur opposition ?

Quels autres types de groupes ou de personnes créent des obstacles à l'accès ?

## **E. Analyse et exemples de stratégie**

Relisez les tableaux que vous avez remplis et vos réponses aux questions. Que remarquez-vous ? Quelles sections sont plus rouges que vertes ? Quelles réponses suggère une lacune à laquelle vous devez répondre ? Quand la loi est restrictive et qu'il n'y a pas de volonté politique ni de soutien de parties prenantes pour l'avortement, vous pouvez choisir de commencer à sensibiliser les parties prenantes et développer le soutien pour la réforme juridique. Si vous vous trouvez dans un contexte moins restrictif avec des lois qui pourraient être interprétées comme permettant un accès large, mais qu'il y a des obstacles à la mise en œuvre des politiques et directives, vous pouvez choisir de commencer par trouver une solution à ces obstacles et développer une volonté politique durable pour réduire les obstacles et affirmer les droits reproductifs. Vous trouverez ci-dessous une courte liste de points d'intervention possibles pour répondre aux différents éléments de l'environnement réglementaire.

### **Pour ce qui est de votre loi sur l'avortement :**

- Effectuer des évaluations stratégiques en collaboration avec les parties prenantes du gouvernement
- Sensibiliser les décideurs, ce qui comprend une formation de clarification des valeurs et des exercices de réduction de la stigmatisation
- Effectuer des tournées d'étude
- Collaborer avec les ministères, les départements et les agences
- Apporter une assistance technique à la rédaction des lois sur l'avortement
- Développer des coalitions
- Développer des partenariats stratégiques
- Mener des recherches sur les effets de la criminalisation

### **Pour ce qui est des politiques, directives et ressources pour la mise en œuvre :**

- Apporter une assistance technique à la rédaction des normes et directives
- Promouvoir le transfert des tâches
- Travailler pour que les médicaments d'avortement médicamenteux et les technologies d'aspiration manuelle intra-utérine soient sur la liste des médicaments essentiels
- Intégrer les SAA et les SCA aux programmes de formation des prestataires de santé
- Améliorer les chaînes d'approvisionnement en produits
- Lever les obstacles à la mise en œuvre des politiques
- Travailler avec des intermédiaires de la communauté pour apporter des stratégies d'aiguillage basées sur les droits

### **En ce qui concerne la volonté politique :**

- Collaborer avec les parties prenantes du gouvernement pour ancrer la volonté de respecter, protéger et faire appliquer les droits reproductifs, y compris la réforme de la loi sur l'avortement ou la protection contre les régressions
- Soutenir les défenseurs du gouvernement
- Travailler avec les organes et processus de suivi des traités de l'ONU
- Prendre part aux coalitions nationales ou régionales de DSSR et développer des stratégies de renforcement des coalitions
- Développer le leadership des jeunes pour le plaidoyer sur les politiques
- Renforcer le mouvement social
- Responsabilité vis-à-vis des engagements envers les droits humains surveillée par la communauté

### **Pour ce qui est des connaissances des parties prenantes et du soutien qui leur est apporté :**

- Formation de clarification des valeurs et ateliers de réduction de la stigmatisation
- Formations de la police et création de programmes de formation
- Formation des avocats

- Consultation des juges
- Collaborer avec les prestataires de santé et les organisations professionnelles
- Établir des partenariats avec des groupes d'éducation complète à la sexualité (ECS)
- Sensibilisation des communautés
- Formations au DSSR dans les médias
- Travailler avec des partenaires non traditionnels
- Travailler avec des leaders religieux et traditionnels

Ce ne sont que quelques activités que vous pouvez envisager pour aborder l'environnement réglementaire des soins d'avortement dans votre pays. Listez ci-dessous d'autres points d'intervention possibles à aborder et des activités que vous pourriez mettre en place :

#### **Étape 4 : Définir l'objectif de votre plaidoyer**

Félicitations! Vous avez à présent une idée claire de votre contexte ; vous pouvez maintenant définir clairement l'objectif de votre plaidoyer. À l'aide d'un processus facilité, travaillez avec vos collègues pour ébaucher ensemble votre objectif. Ceci servira de guide pour votre coalition et vos activités de plaidoyer à venir. Une fois mis sur papier, placez-le à un endroit visible pour que vous puissiez vous y reporter souvent, le modifier et, par-dessus tout, pour que vous restiez inspirés à mesure que vous faites avancer votre stratégie de plaidoyer.

## SECTION 2

# Cartographier les parties prenantes, les détenteurs du pouvoir et les alliés

L'accès à l'avortement peut être complexe. Répondre aux obstacles aux soins d'avortement nécessite une approche pluridisciplinaire, avec diverses parties prenantes. Dans la section suivante, vous allez découvrir les facteurs à prendre en compte pour former et maintenir une coalition de plaidoyer.

Ici, nous allons commencer par nous concentrer sur toutes les parties prenantes clés que votre travail de plaidoyer va impliquer, ainsi que l'influence et le pouvoir relatifs de celles-ci. Nombre de ces parties prenantes seront des membres essentiels de la coalition de plaidoyer, tandis que d'autres préserveront l'accès large aux soins d'avortement sécurisé, et leur disponibilité. Vous êtes susceptible de rencontrer certaines personnes activement opposées à votre travail et qui chercheront à l'entraver. Ajouter ces parties prenantes ici. Dans la section 4, nous offrirons des astuces et des stratégies pour gérer les opposants à votre travail.

**Une remarque sur la cartographie du pouvoir (power mapping) :** Lorsque vous évaluez l'influence ou le pouvoir relatifs d'une partie prenante, pensez d'abord aux structures et aux systèmes de pouvoir dans votre pays. À quoi ressemble le pouvoir dans votre contexte ? Quelles sont les caractéristiques des personnes qui détiennent le pouvoir ? Vous trouverez ci-dessous des caractéristiques courantes des détenteurs du pouvoir que vous pouvez prendre en compte (ou étudier) avant de classer le pouvoir et l'influence. Les détenteurs du pouvoir ont tendance à :

- avoir un pouvoir de décision
- avoir une voix hautement respectée ou qui atteint de nombreuses personnes dans la population
- contrôler l'argent
- détenir les informations
- avoir des liens avec l'autorité et/ou des réseaux personnels solides
- avoir des connaissances, des rapports, des informations et des ressources et/ou
- évoquer la peur ou l'intimidation.

## CARTOGRAPHIE DES PARTIES PRENANTES : COMPRENDRE LES POUVOIRS ET LES INFLUENCES

**Instructions :** Passez en revue les catégories de parties prenantes listées ci-dessous. Pour chaque catégorie, et en vous servant de la fiche de cartographie des parties prenantes à l'annexe 2, identifiez tous les groupes et/ou toutes les personnes qui sont des parties prenantes pertinentes pour l'objectif de plaidoyer que vous avez identifié. Utilisez une fiche de cartographie des parties prenantes différente pour chaque catégorie. Vous aurez peut-être besoin de plusieurs exemplaires de la fiche pour effectuer cet exercice.

Partie prenante : Association de femmes et/ou organisations communautaires				
<p>Raison de l'impliquer :</p> <p>Pour offrir une éducation sur les droits reproductifs aux femmes et à leur famille</p> <p>Pour documenter et signaler les cas de violation des droits humains et de discrimination à l'encontre des femmes dans les services de santé</p> <p>Pour faire pression pour obtenir des changements au niveau de l'accessibilité des services, de la loi ou des politiques</p> <p>Pour donner aux femmes les moyens d'exiger des services de meilleure qualité et plus accessibles, en tant que personnes nécessitant ces services</p>	<p>Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus haut), estimez l'influence et/ou le pouvoir relatif de ce groupe dans votre pays</p>	<p>Position sur l'avortement</p> <p><input type="checkbox"/> favorable</p> <p><input type="checkbox"/> défavorable</p> <p><input type="checkbox"/> inconnue</p>	<p>Pour aucun de ces groupes (mais en particulier ceux dont le pouvoir/l'influence ont été estimés à 3 et plus), listez les personnes les plus influentes de ce groupe</p>	<p>Avez-vous des liens, des rapports ou des antécédents avec les personnes influentes de ce groupe ? (O/N)</p>
Partie prenante : Leaders d'opinion de la communauté				
<p>Raison de l'impliquer :</p> <p>Pour influencer sur l'opinion publique</p> <p>Pour attirer l'attention sur un problème controversé et rendre possible les discussions à ce sujet</p>	<p>Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus haut), estimez l'influence et/ou le pouvoir relatif de ce groupe dans votre pays</p>	<p>Position sur l'avortement</p> <p><input type="checkbox"/> favorable</p> <p><input type="checkbox"/> défavorable</p> <p><input type="checkbox"/> inconnue</p>	<p>Pour aucun de ces groupes (mais en particulier ceux dont le pouvoir/l'influence ont été estimés à 3 et plus), listez les personnes les plus influentes de ce groupe</p>	<p>Avez-vous des liens, des rapports ou des antécédents avec les personnes influentes de ce groupe ? (O/N)</p>

**Partie prenante : Prestataires de santé (médecins, sages-femmes, accoucheuses traditionnelles, agents de santé communautaire, etc.)**

<p>Raison de l'impliquer :</p> <p>Apporter une expertise médicale et des informations de terrain au sujet des services de santé et d'avortement</p> <p>Être les porte-paroles dans les médias sur le besoin de changement de la loi sur l'avortement et/ou de la réduction des obstacles existants sur l'ampleur de l'avortement non sécurisé et son impact sur la santé et les droits des femmes</p>	<p>Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus haut), estimez l'influence et/ou le pouvoir relatif de ce groupe dans votre pays</p>	<p>Position sur l'avortement</p> <p><input type="checkbox"/> favorable</p> <p><input type="checkbox"/> défavorable</p> <p><input type="checkbox"/> inconnue</p>	<p>Pour aucun de ces groupes (mais en particulier ceux dont le pouvoir/l'influence ont été estimés à 3 et plus), listez les personnes les plus influentes de ce groupe</p>	<p>Avez-vous des liens, des rapports ou des antécédents avec les personnes influentes de ce groupe ? (O/N)</p>
---	--	---	--	--

**Partie prenante : Secteur juridique (avocats, juges ou police)**

<p>Raison de l'impliquer :</p> <p>Ester en justice les procès pour étendre l'accès à des informations ou une interprétation large des indications légales et augmenter l'accès des femmes à l'avortement sécurisé légal</p> <p>Ester en justice les procès pour éliminer les obstacles à l'accès des femmes, tel que l'objection de conscience, le manque de mise en œuvre des soins d'avortement et le manque de prestataires formés pour effectuer l'avortement</p> <p>Travailler au sein de la profession juridique pour lever les obstacles judiciaires aux soins d'avortement autorisés par la loi</p>	<p>Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus haut), estimez l'influence et/ou le pouvoir relatif de ce groupe dans votre pays</p>	<p>Position sur l'avortement</p> <p><input type="checkbox"/> favorable</p> <p><input type="checkbox"/> défavorable</p> <p><input type="checkbox"/> inconnue</p>	<p>Pour aucun de ces groupes (mais en particulier ceux dont le pouvoir/l'influence ont été estimés à 3 et plus), listez les personnes les plus influentes de ce groupe</p>	<p>Avez-vous des liens, des rapports ou des antécédents avec les personnes influentes de ce groupe ? (O/N)</p>
---	--	---	--	--

**Partie prenante : Décideurs au ministère ou département de la santé, de l'éducation, de la question des femmes, etc.**

<p>Raison de l'impliquer :</p> <p>Développer ou modifier les réglementations des politiques de santé liées aux soins d'avortement</p> <p>Collecter et partager des statistiques et des données de recherche sur la criminalisation des femmes et des prestataires ainsi que des informations sur les conséquences de l'avortement non sécurisé sur la santé et les droits des femmes</p> <p>Rédiger des lois, des politiques et des directives pour lever les obstacles à des services accessibles causés par les exigences du service de santé</p> <p>Développer des politiques et intégrer des programmes nationaux d'éducation à la santé sexuelle dans les écoles</p> <p>Promouvoir et soutenir la législation et les politiques qui font la promotion de l'égalité des femmes et de l'accès aux services</p>	<p>Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus haut), estimez l'influence et/ou le pouvoir relatif de ce groupe dans votre pays</p>	<p>Position sur l'avortement</p> <p><input type="checkbox"/> favorable</p> <p><input type="checkbox"/> défavorable</p> <p><input type="checkbox"/> inconnue</p>	<p>Pour aucun de ces groupes (mais en particulier ceux dont le pouvoir/l'influence ont été estimés à 3 et plus), listez les personnes les plus influentes de ce groupe</p>	<p>Avez-vous des liens, des rapports ou des antécédents avec les personnes influentes de ce groupe ? (O/N)</p>
---	--	---	--	--

**Partie prenante : Universitaires et chercheurs**

<p>Raison de l'impliquer :</p> <p>Développer des recherches et documenter comment l'avortement et les politiques et lois liées à l'avortement affectent la vie des femmes</p>	<p>Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus haut), estimez l'influence et/ou le pouvoir relatif de ce groupe dans votre pays</p>	<p>Position sur l'avortement</p> <p><input type="checkbox"/> favorable</p> <p><input type="checkbox"/> défavorable</p> <p><input type="checkbox"/> inconnue</p>	<p>Pour aucun de ces groupes (mais en particulier ceux dont le pouvoir/l'influence ont été estimés à 3 et plus), listez les personnes les plus influentes de ce groupe</p>	<p>Avez-vous des liens, des rapports ou des antécédents avec les personnes influentes de ce groupe ? (O/N)</p>
---	--	---	--	--

### Partie prenante : Membres du parlement

<p>Raison de l'impliquer :</p> <p>Introduire des changements au niveau de la législation ou des politiques qui permettent l'accès des femmes à l'avortement sécurisé</p>	<p>Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus haut), estimez l'influence et/ou le pouvoir relatif de ce groupe dans votre pays</p>	<p>Position sur l'avortement</p> <p><input type="checkbox"/> favorable</p> <p><input type="checkbox"/> défavorable</p> <p><input type="checkbox"/> inconnue</p>	<p>Pour aucun de ces groupes (mais en particulier ceux dont le pouvoir/l'influence ont été estimés à 3 et plus), listez les personnes les plus influentes de ce groupe</p>	<p>Avez-vous des liens, des rapports ou des antécédents avec les personnes influentes de ce groupe ? (O/N)</p>
--	--	---	--	--

### Partie prenante : Leaders religieux

<p>Raison de l'impliquer :</p> <p>Insister sur la gamme de croyances qui existent sur les questions de santé reproductive au sein d'une religion</p> <p>Clarifier les positions des différentes religions sur la question de la santé et des droits en matière de reproduction</p>	<p>Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus haut), estimez l'influence et/ou le pouvoir relatif de ce groupe dans votre pays</p>	<p>Position sur l'avortement</p> <p><input type="checkbox"/> favorable</p> <p><input type="checkbox"/> défavorable</p> <p><input type="checkbox"/> inconnue</p>	<p>Pour aucun de ces groupes (mais en particulier ceux dont le pouvoir/l'influence ont été estimés à 3 et plus), listez les personnes les plus influentes de ce groupe</p>	<p>Avez-vous des liens, des rapports ou des antécédents avec les personnes influentes de ce groupe ? (O/N)</p>
--	--	---	--	--

### Partie prenante : Journalistes et autres membres des médias

<p>Raison de l'impliquer :</p> <p>Traiter la question de l'avortement sous différents angles, en partageant les données disponibles des approches de santé publique et fondées sur les droits afin d'influer sur l'opinion publique</p> <p>Diffuser les principaux faits et autres informations sur l'avortement</p>	<p>Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus haut), estimez l'influence et/ou le pouvoir relatif de ce groupe dans votre pays</p>	<p>Position sur l'avortement</p> <p><input type="checkbox"/> favorable</p> <p><input type="checkbox"/> défavorable</p> <p><input type="checkbox"/> inconnue</p>	<p>Pour aucun de ces groupes (mais en particulier ceux dont le pouvoir/l'influence ont été estimés à 3 et plus), listez les personnes les plus influentes de ce groupe</p>	<p>Avez-vous des liens, des rapports ou des antécédents avec les personnes influentes de ce groupe ? (O/N)</p>
--	--	---	--	--

### Partie prenante : Célébrités

Raison de l'impliquer : Apporter des témoignages personnels et des histoires pour attirer le soutien sur la question	Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus haut), estimez l'influence et/ou le pouvoir relatif de ce groupe dans votre pays	Position sur l'avortement <input type="checkbox"/> favorable <input type="checkbox"/> défavorable <input type="checkbox"/> inconnue	Pour aucun de ces groupes (mais en particulier ceux dont le pouvoir/l'influence ont été estimés à 3 et plus), listez les personnes les plus influentes de ce groupe	Avez-vous des liens, des rapports ou des antécédents avec les personnes influentes de ce groupe ? (O/N)
---	---	--	---	---

### Partie prenante : Bailleurs—individus et organisations

Raison de l'impliquer : Apporter un soutien financier à la campagne	Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus haut), estimez l'influence et/ou le pouvoir relatif de ce groupe dans votre pays	Position sur l'avortement <input type="checkbox"/> favorable <input type="checkbox"/> défavorable <input type="checkbox"/> inconnue	Pour aucun de ces groupes (mais en particulier ceux dont le pouvoir/l'influence ont été estimés à 3 et plus), listez les personnes les plus influentes de ce groupe	Avez-vous des liens, des rapports ou des antécédents avec les personnes influentes de ce groupe ? (O/N)
--	---	--	---	---

## SECTION 3

# Développer une coalition

Une coalition est un outil puissant pour mobiliser les parties prenantes sur un objectif commun. Toutefois, former et maintenir une coalition peut être extrêmement délicat et gourmand en ressources. Réfléchissez bien à la composition de votre coalition, en veillant à ce que chaque partie prenante s'engage à parvenir à l'objectif de plaidoyer que vous avez formulé. Si une coalition dédiée à des objectifs plus larges en matière de santé sexuelle et reproductive existe déjà, demandez-vous comment vous pourriez conjuguer vos forces pour atteindre l'objectif que vous avez identifié.

En général, les groupes qui travaillent dans votre coalition de plaidoyer sur l'avortement doivent :

- Comporter des groupes qui représentent les femmes et jeunes filles (les bénéficiaires de votre travail)
- Être spécialisés dans un domaine prioritaire (législation, santé, droit des femmes, etc.)
- Avoir des contacts et de l'expérience qui permettent d'agir de manière stratégique
- Avoir du financement permettant de couvrir le coût des activités prévues, ou être en mesure de l'obtenir
- S'engager envers les objectifs de la coalition

Déterminer où se trouvent les lacunes et les faiblesses dans votre coalition et identifier les groupes ou les personnes pouvant combler ces lacunes. Veillez à savoir qui contrôle l'accès aux soins d'avortement et trouvez une manière de les inclure. Par exemple, les gynécologues-obstétriciens sont-ils les seuls prestataires de santé

à pouvoir pratiquer des avortements ? Vous devrez peut-être inviter à rejoindre le groupe un gynécologue-obstétricien respecté favorable à étendre le rôle de la prestation d'avortement aux professionnels intermédiaires. Les ONG travaillant sur la question du droit des femmes souhaiteraient-elles aborder la question de l'avortement ? Elles peuvent peut-être vous aider à répondre au problème à l'aide du langage et des concepts relatifs aux droits. *Utilisez le tableau de cartographie des parties prenantes de la Section 2 pour identifier des membres clés de la coalition.*

Tentez d'identifier et d'impliquer toutes les parties ayant un intérêt sur la question de l'avortement ; oublier certains groupes pourrait les conduire à s'opposer ou à saper votre travail à l'avenir. Essayez de ne pas limiter votre coalition. Tentez d'obtenir un éventail adapté de partenaires dès le départ, mais soyez disposés à réviser votre coalition régulièrement pour voir si des groupes supplémentaires devraient être invités à la rejoindre.

**Pièges du plaidoyer :** Les obstacles tels que la distance, le manque de transports, le manque de fonds et les obstacles d'ordre linguistique et culturel peut compliquer l'implication des femmes de base dans les coalitions nationales. Par exemple, les femmes des zones rurales peuvent avoir moins d'expérience dans l'activisme fondé sur les droits que celles vivant dans les capitales. Mais sans la participation des femmes de milieu rural, votre coalition reflète-t-elle la globalité de la population ? Votre coalition sera-t-elle perçue comme représentant uniquement un groupe sélectionné ?

Le reste de cette section contient des considérations clés à garder en tête à mesure que vous développez votre coalition de plaidoyer et travaillez à la maintenir. Ce sont des sujets qui, s'ils ne sont pas compris et abordés, peuvent causer des problèmes dans votre coalition qui diminuent son efficacité. Passez en revue chaque considération soigneusement et demandez-vous comment cela affecte ou pourrait affecter votre coalition.

## Prise de décision et structures du pouvoir

Principales difficultés que vous pouvez rencontrer :

- Manque de structure de gouvernance établie et validée
- La coalition est récente, manque d'expérience et n'a pas assez de financement
- Les membres de la coalition ont différentes priorités de plaidoyer (planification familiale/avortement)

Solutions et ressources :

- Adopter une structure coordonnée et validée
- Recruter des membres qualifiés et engagés
- Adopter un règlement et des déclarations d'engagement
  - *Un règlement* constitue les règles écrites qui gouvernent les affaires internes de la coalition. Il peut définir des aspects tels que le nom officiel du groupe, son objet, les prérequis pour en faire partie, le titre et les responsabilités de ses agents, comment les rôles sont attribués et comment les réunions sont menées et à quelle fréquence. Le règlement gouverne également la façon dont le groupe fonctionne, ainsi que les rôles et responsabilités de ses agents. Il est essentiel pour aider une organisation à cartographier son objectif et pour détailler la pratique quotidienne de ses affaires.

## Modèle de règlement

Ceci est un exemple de règlement de coalition que vous pouvez utiliser ou adapter selon vos besoins.

Règlement de .....

### Article I : Nom et objet

**Section 1 :** Le nom de l'organisation est

.....

**Section 2 :** (Nom de l'organisation) s'est rassemblé dans l'objectif de

.....

### Article II. Devenir membre.

**Section 1 :** Pour devenir membre de (nom de l'organisation), les membres potentiels doivent répondre aux exigences suivantes :

.....

(inclure une déclaration d'engagement, si souhaité)

**Section 2 :** Les membres de (nom de l'organisation) ont les droits et les responsabilités qui suivent :

.....

### Article III. Agents et prise de décision.

**Section 1 :** La structure de gouvernance de (nom de l'organisation) est la suivante :

.....

(Insérer structure du groupe de travail ou du conseil de direction qui gouverne la coalition)

**Section 2 :** Les appellations et principales responsabilités des agents du groupe de travail sont les suivantes :

a. Président :

b. Vice-président :

c. ....

d. ....

**Section 3 :** Procédures de prise de fonction et de départ. Un agent sera congédié de son poste pour absences excessives au bout de ..... absences non excusées aux réunions du groupe au cours d'une année. Un agent peut également être congédié dans les cas suivants :

**Section 4 :** Comités : .....

**Section 5 :** Décisions

- a. Les décisions sont prises ainsi : .....  
(Décrire les procédures de vote et les votes minimum requis pour faire adopter une mesure).
- b. Au moins ..... % de tous les membres doivent être présents pour que le quorum soit atteint.
- c. Les modifications au règlement doivent être faites ainsi : .....

**Article IV. Réunions ordinaires, extraordinaires et annuelles.**

**Section 1 :** Les réunions ordinaires se déroulent ainsi :

Les personnes suivantes ont le pouvoir de convoquer à une réunion :

Pour les réunions, un préavis ..... (par écrit, par téléphone, par courrier électronique) d'au moins ..... (jours, semaines, mois) doit être donné aux membres).

**Section 2 :** Les réunions extraordinaires se font sur convocation formulée par

..... (qui a le pouvoir de convoquer) dans les circonstances suivantes :

**Section 3 :** Réunion annuelle. La date de la réunion annuelle est définie par .....

et un préavis ..... (par écrit, par téléphone, par courrier électronique) d'au moins ..... (jours, semaines, mois) est donné aux membres pour la réunion annuelle.

## Article V. Groupe de travail ou conseil de direction

**Section 1 :** Taille et rôle du groupe de travail. Le groupe de travail possède jusqu'à ..... et au moins ..... membres. Il a la responsabilité de .....

**Section 2 :** Le groupe de travail se réunit au moins tous les ..... (fréquence) à un endroit et à une date convenus.

**Section 3 :** Élections et mandat. Les membres du groupe de travail sont choisis par .....

Tous les membres du groupe de travail servent un mandat de ..... (mois/année), mais ils ..... (peuvent/ne peuvent pas) être réélus.

**Section 4 :** Quorum. Au moins .....% des membres du groupe de travail doivent être présents avant que les activités du groupe de travail ne puissent avoir lieu.

**Section 5 :** Démission et congédiement. La démission du groupe de travail doit être faite par écrit et remise à ..... (qui).

Un membre du groupe de travail sera congédié pour absences excessives au bout de ..... absences non excusées aux réunions du groupe au cours d'une année. Un agent peut également être congédié dans les cas suivants :

**Section 6 :** Réunions extraordinaires. Des réunions extraordinaires du groupe de travail peuvent être organisées dans les cas suivants :

Le règlement a été approuvé lors d'une réunion entre ..... (groupe de travail, agents, membres généraux) le ..... (date).

## Coordination de la coalition

Principales difficultés que vous pouvez rencontrer :

- Manque de coordinateurs dédiés rémunérés à temps plein
- Besoins logistiques et autres ressources (matériels, fournitures, etc.)
- Besoin d'un comité de membres pour gérer la communication, l'orientation des nouveaux membres, etc.
- Pressions politiques

Solutions et ressources :

- Demandez-vous comment augmenter le financement—les bailleurs sont-ils prêts à payer pour la formation d'une coalition ?
- Utiliser les systèmes de partage des informations tels que les groupes Google, les groupes Facebook, WhatsApp, etc.
- Désigner un coordinateur et un président expérimentés
- Développer un plan de travail complet
  - Un *plan de travail* aide à transformer la vision de la coalition en réalité. Il décrit la façon dont votre groupe utilisera ses stratégies pour répondre à ses objectifs. Un plan de travail consiste à des mesures ou changements en plusieurs étapes à amener dans votre communauté. Chaque mesure ou changement recherché doit inclure les informations suivantes :
    - Quelles activités vont se dérouler ?
    - Qui va effectuer ces activités (responsable, soutien, avis consultatif) ?
    - Quand et pour combien de temps auront-elles lieu (calendrier) ?
    - Quelles ressources (argent, personnel, temps, etc.) sont nécessaires pour effectuer ces activités ?
    - Communication (qui doit savoir quoi ?)
    - Comment allez-vous mesurer votre réussite et apprendre de vos échecs ?

## COMITÉS DE COALITION

Les comités spécialisés sont souvent orientés vers l'action. Leurs objectifs initiaux peuvent être très spécifiques ou bien plus généraux, selon le problème auquel ils tentent de répondre. Quelle que soit la situation, leur objectif est d'obtenir des résultats. Les membres de comités s'axeront généralement sur un domaine d'expertise en particulier, ou la représentation de parties prenantes pertinentes (par exemple, communication, santé, juridique, médias, etc.).

Comment ces comités peuvent-ils opérer dans le contexte d'une coalition plus large ? Il existe plusieurs options. Voici les trois modèles les plus courants :

1. *Le groupe de travail ou le comité d'action opère de manière indépendante.* Dans cette situation, le groupe principal délègue le pouvoir sur la question à un groupe de travail. Celui-ci peut se tourner vers l'initiative pour une aide, un soutien ou des ressources, ou pour présenter son travail, mais il décide lui-même de comment procéder.
2. *Le groupe de travail opère relativement indépendamment, mais présente son travail à l'ensemble du groupe régulièrement.* Il n'a pas besoin d'accord sur la plupart des aspects, mais ne peut pas engager l'initiative ni agir en son nom sans un accord officiel.
3. *Le groupe de travail a besoin d'une permission pour toute action.* En opérant ainsi, il aurait probablement besoin d'établir un plan et de le faire approuver par l'ensemble du groupe. Puis, il devrait consulter ce dernier en cas de changement du plan.

Vérifiez régulièrement le statut de la coalition à l'aide de la Fiche de vérification de la santé de la coalition disponible à la page suivante.

# Diagnostiquer la santé de votre coalition

[Adapté de Gillian Kaye, Présidente, Community Development Consultants, Brooklyn, New York]

En utilisant l'échelle ci-dessous, notez chaque élément de votre organisation, puis ajoutez vos résultats sur la fiche de notes fournie à la fin.

**Fort ou toujours**      5      4      3      2      1      **Faible ou jamais**

## 1. Clarté de la vision, de la mission ou des objectifs de votre coalition

- ..... A. La vision (le rêve) et la mission (ce que vous allez faire) de votre coalition prend en compte ce qui se passe dans la communauté.
- ..... B. Votre vision, votre mission et vos objectifs sont rédigés.
- ..... C. Les résidents et les institutions ont connaissance de la vision, de la mission et des objectifs de votre coalition.
- ..... D. Votre coalition revoit et met à jour périodiquement sa vision, sa mission et ses objectifs.
- ..... E. Les activités de votre coalition sont évaluées par rapport à sa vision, sa mission et ses objectifs.

## 2. Efficacité de la structure de votre coalition

- ..... A. Votre coalition a un cycle régulier de réunion sur lequel les membres peuvent compter.
- ..... B. Votre coalition a des comités actifs.
- ..... C. Tous vos membres ont un exemplaire du règlement.
- ..... D. Votre groupe de travail ou votre conseil de direction et vos comités communiquent régulièrement.
- ..... E. Votre groupe de travail ou votre conseil de direction organise régulièrement des réunions auxquelles beaucoup de membres participent.

### **3. Efficacité de votre sensibilisation et de votre communication**

- ..... A. Votre coalition a une lettre mensuelle ou une autre méthode de communication qui tient la communauté informée régulièrement, notamment de vos activités.
- ..... B. Vous utilisez le sondage ou une autre méthode pour récolter des informations sur les intérêts des autres membres, leurs besoins et leurs préoccupations.
- ..... C. Vous publiez systématiquement ces résultats de sondage et les utilisez pour guider les projets de votre coalition.
- ..... D. Le sondage est effectué tous les ans environ, car la communauté et les résidents évoluent.
- ..... E. Votre coalition effectue des campagnes de sensibilisation où se trouvent les membres, notamment là où ils habitent, dans les magasins et sur leur lieu de travail.

### **4. Efficacité des réunions de la coalition**

- ..... A. Les membres se sentent libres de parler au cours des réunions sans craindre d'être attaqués pour leurs opinions.
- ..... B. Votre coalition annonce ses réunions suffisamment à l'avance, en envoyant un ordre du jour et des flyers.
- ..... C. Vous apportez un service de garde d'enfants, de transport et de traduction/interprétation quand cela est nécessaire.
- ..... D. Vous traitez tous les éléments de l'ordre du jour au cours des réunions, qui commencent et finissent à l'heure.
- ..... E. Vous organisez les réunions dans un endroit central, accessible et confortable, à un horaire pratique pour tous les membres.

### **5. Possibilités d'avoir des responsabilités et de se développer pour les membres**

- ..... A. Votre coalition fait l'effort conscient de développer de nouveaux leaders.
- ..... B. Vous offrez une formation et un soutien aux leaders, nouveaux et expérimentés, au sein de la coalition ou par le biais d'agences externes.
- ..... C. Vous donnez des tâches sérieuses à effectuer aux comités.
- ..... D. Les responsabilités de leadership sont partagées; par exemple, la présidence des réunions tourne entre les membres.

## **6. Efficacité de la coalition en matière de planification, de mise en œuvre et d'évaluation des projets**

- ..... A. Au début de chaque année, votre coalition développe un plan de travail qui comprend les objectifs et les activités à réaliser au cours de l'année.
- ..... B. Ces plans sont basés au moins en partie sur des informations récoltées lors des sondages auprès des membres.
- ..... C. Après chaque activité ou projet, le leadership ou le comité l'évalue pour tirer des leçons de l'expérience.
- ..... D. Votre coalition organise systématiquement des projets visibles, qui font une différence pour les membres.
- ..... E. Lorsque vous entreprenez des projets, vous développez des plans d'action qui identifient des tâches, les personnes qui vont les accomplir et des échéances.

## **7. Utilisation de recherches et/ou de ressources externes par votre coalition.**

- ..... A. Votre coalition travaille avec d'autres coalitions de la communauté sur des problèmes courants et avec d'autres organisations pour répondre à des préoccupations essentielles de la communauté.
- ..... B. Votre coalition utilise les ressources et informations d'autres organisations qui peuvent aider la communauté, telles que des ateliers de formation.
- ..... C. Votre coalition reste à jour sur des questions qui affectent les communautés à travers les districts et le pays.
- ..... D. Des personnes externes prennent la parole lors des réunions pour répondre à des questions d'intérêt pour les membres.

## **8. Sentiment d'appartenance de la coalition**

- ..... A. Votre coalition intègre des temps d'échange dans les réunions pour que les gens puissent parler de manière informelle et développer un sentiment d'appartenance à une communauté.
- ..... B. Vous prévoyez des activités sociales.
- ..... C. Toutes les personnes de votre organisation sont traitées de manière équitable.
- ..... D. Vous reconnaissez et récompensez les contributions de tous les membres, petites et grandes.
- ..... E. Vous faites en sorte que tous les membres de la coalition se sentent à l'aise, quels que soient leurs revenus, leur ethnicité, leur religion, leur sexe, leur âge ou leur niveau d'éducation.

## **9. Comment la coalition parvient à répondre aux besoins et apporte des avantages**

- ..... A. Vous mettez les listes de ressources et les contacts importants à la disposition des membres régulièrement.
- ..... B. Vous organisez des ateliers avec des experts qui peuvent offrir des services spécifiques aux membres.
- ..... C. Votre coalition aide les membres ayant des problèmes liés à des besoins individuels.
- ..... D. Votre coalition organise des réunions et des ateliers au cours desquels les résidents peuvent rencontrer les décideurs élus et les représentants du gouvernement pour faire entendre leurs opinions et découvrir les ressources et les programmes au sein de la communauté.

## **10. Rapports de votre coalition avec les représentants élus, les leaders institutionnels et d'autres personnes d'influence**

- ..... A. Les leaders de votre coalition savent négocier avec les représentants élus et les leaders institutionnels au sujet de préoccupations de membres.
- ..... B. Votre coalition possède au moins un représentant qui participe aux réunions de la communauté.
- ..... C. Les leaders et les membres de la coalition comprennent les lignes de hiérarchie, de prise de décision, de responsabilité et d'autres aspects de la structure des pouvoirs au sein de la communauté.
- ..... D. Votre coalition rencontre les représentants régulièrement au sujet des préoccupations de ses membres.
- ..... E. Votre coalition participe à des activités à travers le district et sait se concentrer sur les problèmes de la communauté.

## FICHE D'ÉVALUATION DE LA COALITION

Remplissez la fiche d'évaluation en utilisant les totaux de chaque section du diagnostic organisationnel.

<b>Section:</b>	<b>Note totale :</b>
Vision, mission et objectifs	.....
Structure de la coalition	.....
Sensibilisation et communication	.....
Réunions de la coalition	.....
Responsabilités et développement des membres	.....
Projets	.....
Recherche et ressources externes	.....
Sens d'appartenance à la communauté	.....
Besoins et avantages	.....
Rapports avec les personnes influentes	.....

### **Pour chaque section, suivez les indications ci-dessous :**

Si votre note est entre :

- 5–15 Attention! Vous avez peut-être besoin d'une refonte dans ce domaine.
- 15–20 Le temps est au bilan! Vérifiez vos réglages pour que tout soit en état de marche.
- 20–25 Félicitations! Votre progression est fluide et les systèmes sont performants. Beau travail!

## Être membre de la coalition

### Principales difficultés que vous pouvez rencontrer :

- Garder le groupe soudé et sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de plaidoyer
- Veiller à ce que la coalition reste gérable en terme de taille et de portée
- Capacité (financement, compétences, expérience)
- Obligations de chaque membre qui les éloignent des activités ou priorités de la coalition

### Solutions et ressources :

- Envisagez de définir un mandat pour les membres
- Formations de développement des capacités pour les membres, qui renforcent les expériences et le partage des idées
- Évaluer la progression. Cela signifie déterminer la valeur du travail que vous effectuez en tant que coalition. Vous avez développé et mis en œuvre une initiative au sein de votre communauté et vous souhaitez savoir si elle fonctionne. Les évaluations vous apportent ces éléments de réponse.
  - Quand devez-vous évaluer la progression ?
  - Quand votre plan est en action—
    - Déterminez les niveaux de référence des comportements que vous souhaitez faire évoluer. Si vous souhaitez connaître la mesure des changements apportés par votre programme, vous devrez savoir ce qui se passait avant de commencer. Concentrez-vous sur l'impact que votre travail a sur la communauté. Continuez de revoir et de mettre à jour les plans d'action. Assurez-vous que le groupe est soudé et concentré sur les objectifs. Vous pouvez avoir recours à un sondage qui évalue vos objectifs au sein de la communauté et utiliser les retours pour modifier vos priorités planifiées.
  - Une fois que certains de vos plans d'action sont achevés—
    - Utilisez l'évaluation pour permettre au groupe de continuer à mesurer son impact sur la communauté et pour créer des plans pour poursuivre les programmes utiles à l'avenir. Par exemple, les indicateurs au niveau de la communauté vous indiqueront si vos interventions ont un impact à la base.

# Registre d'évènements

Le registre d'évènement ci-dessous est conçu pour vous aider à enregistrer les principales activités de l'initiative de votre groupe, telles que les actions au sein de la communauté. Il est également utilisé pour enregistrer tout changement dans la communauté favorisé par l'initiative.

**Registre d'évènement pour :** .....

**Site :** ..... **Rempli par :** .....

**Pour cette fiche, veuillez décrire :**

- Mesures prises pour apporter les changements au sein de la communauté en lien avec les objectifs de votre coalition
- Changements dans les programmes, les politiques et les pratiques liés aux objectifs de votre coalition

<b>Date</b> (JJ/MM/AAAA)	
<b>Évènement</b> Donnez des informations générales sur l'évènement Indiquez pourquoi c'est important, et ce qui s'est passé suite à cela.	
<b>Description</b> Qui était impliqué? Quelles organisations ont collaboré? À quel secteur de la communauté ou objectif ceci est-il lié? Cela était-il la première fois que l'évènement se déroulait? Enseignements tirés— que feriez-vous différemment?	

## CARTOGRAPHIE DE LA CAPACITÉ DES MEMBRES

Quelle que soit la région ou le pays, aucune réforme législative ni de la politique ne peut réussir sans une collaboration habile avec toute une gamme de partenaires. Dans cette dernière section, vous avez identifié les parties prenantes pertinentes pour parvenir à votre objectif de plaidoyer. Une coalition ou un réseau doit puiser directement dans la communauté qu'il ou elle cherche à servir; travailler en coalition signifie que vous pouvez soutenir et renforcer les voix de ses principales parties prenantes, identifiées dans l'exercice précédent. Développer et maintenir une coalition ou un réseau solide et efficace est essentiel pour des initiatives réussies sur les politiques. Ceci est vrai que l'objectif soit de modifier la loi sur l'avortement d'un pays, de réduire le tort causé par des lois restrictives ou de plaider en faveur d'un accès amélioré à l'avortement en général. Rassembler le soutien aux parties prenantes, par le biais de coalitions formelles, mais aussi de partenariats informels, est essentiel pour la réussite de votre plaidoyer. Vous n'aurez peut-être pas les réponses à tout, mais saisissez cette occasion pour poser des questions à des collègues et d'autres partenaires qui peuvent avoir les informations dont vous avez besoin. Réfléchissez à l'objectif du plaidoyer et aux parties prenantes clés que vous avez identifiées dans les sections précédentes.

Utilisez la *Cartographie des principales parties prenantes* ci-dessous pour mieux comprendre les partenaires actuels et à venir de la coalition. Pour chaque partenaire, remplissez au mieux les informations suivantes. Une fois cela fait pour chaque partenaire de coalition, vous aurez une meilleure idée des partenaires les plus solides ainsi que ceux nécessitant un soutien et/ou un renforcement des capacités.

## Cartographie des partenaires

Nom du partenaire : .....

Énoncé de mission :

Ce groupe représente-t-il la communauté que vous tentez de servir?

.....

Quel est le domaine de spécialité de cette organisation?

.....

Quelles sont les personnes que ce groupe connaît ou à qui il a accès qui pourraient être utiles pour votre plaidoyer?

.....

Comment l'organisation a-t-elle exprimé par le passé son engagement envers votre objectif de plaidoyer (déclaration publique, engagement verbal, etc.)? Comment savez-vous que cette organisation sera un membre du comité de la coalition?

.....

**Estimez la stabilité et la force de cette organisation dans les catégories ci-dessous :** (1 étant le plus faible)

..... *Finances* : L'organisation a un financement relativement stable et la capacité à trouver et gérer des fonds supplémentaires.

..... *Opérations* : L'organisation est gérée de manière adéquate et fonctionne bien indépendamment.

..... *Application* : L'organisation opère efficacement et est réputée pour effectuer son travail à temps.

..... *Ressources humaines* : L'organisation est adéquatement dotée en personnel pour assumer des tâches supplémentaires dans le cadre de la coalition.

..... *Ressources politiques* : L'organisation est en mesure d'influer sur le discours public, de développer des campagnes, et a déjà développé des partenariats stratégiques avec des parties prenantes clés.

## Diversité

### Principales difficultés que vous pouvez rencontrer :

- Faire en sorte que les personnes concernées participent aux réunions, en particulier les groupes sous-représentés et marginalisés
- Identifier des organisations qui partagent nos valeurs en dehors de la capitale
- Veiller à l'inclusion à travers le pays

### Solutions et ressources :

- Envisagez d'utiliser le cadre de DSSR général pour attirer des partenaires divers
- La diversité de l'expertise des membres de la coalition est essentielle
  - Si vous pouvez amener différents types de membres dans votre groupe, il sera plus représentatif de la communauté dans son ensemble, votre groupe sera donc susceptible de gagner un soutien plus vaste au sein de la communauté.
  - Avec des membres issus de secteurs multiples, il est probable que davantage d'opinions soient exprimées et discutées ; cela signifie que de meilleures décisions sont prises.
  - Avoir des membres divers, issus de plusieurs secteurs, signifie également davantage de qualités, et des talents plus variés à votre disposition.
  - Les contacts et liens tissés dans un groupe diversifié et multisecteur engendrent de nouveaux rapports au sein de la communauté, faisant naître des initiatives qui n'auraient peut-être pas vu le jour autrement.

## QUI ?

Pensez à la société comme une entité composée de différents éléments. Tout ce qui existe possède de tels éléments. Les êtres vivants ont des organes, et des cellules ; les nations ont des grandes villes, et des petites villes ; les galaxies ont des étoiles. Dans une communauté, les éléments de base sont souvent appelés secteurs. Les secteurs de la société peuvent être considérés comme des parts de gâteau. Voici un exemple de comment envisager ces secteurs :

1. **Institutions sociales** : Ces institutions sont des structures sociales vastes et puissantes qui guident et contrôlent une grande partie de la vie communautaire. Au sein d'une communauté, elles peuvent comprendre :

- **Les écoles**—en particulier les écoles publiques, les établissements d'enseignement technique et les universités au niveau local, et potentiellement les écoles privées et confessionnelles
- **Églises**—qui peuvent également inclure des organisations et des groupes au sein des églises et entre églises, tels que les groupes interconfessionnels et œcuméniques
- **Entreprises**—en particulier les grands employeurs et/ou les entreprises rentables qui agissent seuls ou par le biais de groupes collectifs tel que la chambre de commerce
- **Média**—notamment les journaux locaux, les stations de radio et de télévision locales, la télévision par câble locale et d'autres publications à l'échelle de la communauté

## 2. **Gouvernement**—au niveau national, de district ou municipal

- Autres organisations courantes
- Cliniques, hôpitaux
- Clubs ou associations ethniques
- Groupes d'intérêt
- Autorités en charge du logement et groupes relatifs au logement
- Groupes de quartier
- Associations professionnelles
- Écoles professionnelles
- Groupes de loisirs
- Groupes religieux
- Associations de service (Rotary, etc.)
- Agences de services sociaux

## 3. **Citoyens**

## Réponse rapide

Principales difficultés que vous pouvez rencontrer :

- Manque de formation des porte-paroles pour permettre une réponse rapide
- Manque de plan/stratégie de communication (notamment plan de réponse rapide)
- Manque de structure et de messages adaptés pour apporter des réponses

Solutions et ressources :

- Un plan/une stratégie de communication est essentiel pour le plaidoyer (voir Section 5)
- Les porte-paroles clés doivent avoir une formation et un soutien en continu

## Stabilité financière

Principales difficultés que vous pouvez rencontrer :

- Absence de stratégie de campagne de financement
- Dépendance excessive envers un bailleur
- Difficultés avec les exigences de financement respectives qui peuvent entrer en conflit avec les mandats d'organisations spécifiques (Global Gag Rule, par exemple)

Solutions et ressources :

- Feuille de route de la coalition (combien de temps doit-elle exister?)
- Cartographie des bailleurs (qui finance ce type de travail, soutiendront-ils votre coalition et/ou vos organisations partenaires?)
- Stratégie de campagne de financement
  - Malheureusement, les difficultés financières sont une considération importante pour toutes les organisations. Si votre groupe est comme bon nombre d'organisations, trouver l'argent pour atteindre vos objectifs est une lutte constante. Faisons-nous des économies sur le personnel ou sur les programmes? Qu'allons-nous faire quand la subvention est terminée? Auprès de qui d'autre pouvons-nous obtenir un soutien?

Heureusement, vous n'avez pas géré vos problèmes financiers seuls. Certaines personnes peuvent s'occuper de l'aspect financier pour que les autres membres

de l'organisation puissent se concentrer sur le travail qu'ils sont censés faire. Les gens qui peuvent vous aider à gérer vos finances peuvent faire partie du groupe de travail de la coalition, être des rédacteurs de dossier de subvention externes ou (notre suggestion) des membres d'un *comité de viabilité financière*.

### **Un comité de viabilité financière peut :**

- Aider à obtenir des ressources pour aider votre organisation à survivre et à prospérer.
- Faciliter la transition d'une source de financement à une autre, par exemple à la fin d'une période de financement.
- Aider à trouver de l'argent ou des biens issus de nombreuses sources—un comité financier avec des membres qui ont de nombreuses connexions aidera à conduire à une base de financement diversifiée pour votre organisation, ce qui est l'une des façons les plus efficaces de garantir sa viabilité.
- Répondre à des exigences de certains bailleurs—parfois, l'existence d'un comité pour la viabilité financière est une exigence pour recevoir une subvention. Permettre aux membres de votre groupe de concentrer son temps et son énergie sur les tâches pour lesquelles ils ont été engagés. Trop souvent, les membres d'organisations passent leur temps à tenter de trouver des ressources pour l'organisation, si bien qu'ils ne peuvent pas faire ce pour quoi ils ont été engagés. Un mobilisateur communautaire peut consacrer son temps à mobiliser la communauté sur le besoin d'argent pour que l'organisation perdure au lieu du vrai problème, comme la famine des enfants, par exemple. Avec un comité d'experts chargé des finances, vous permettez au mobilisateur de faire ce qu'il sait le mieux faire.

## Alliances à travers les mouvements

(alliés de DSSR non traditionnels tels que des militants pour les libertés civiles, ou défenseurs des droits humains en général)

### Principales difficultés que vous pouvez rencontrer :

- Impact de la Global Gag Rule sur la formation d'alliance avec d'autres organisations
- Difficultés avec la concentration sur et l'engagement pour la cause de certains mouvements ou réseaux reconnus—ils ne se sentent pas à l'aise de s'exprimer publiquement sur l'avortement

### Solutions et ressources :

Envisagez de trouver un terrain d'entente avec des partenaires non traditionnels (par exemple en leur apportant quelque chose qu'ils n'ont pas, telle qu'une analyse sur le sexe ou les DSSR pour leur travail)

Identifier des moyens de soutenir les alliés non traditionnels, même si cela ne soutient pas directement votre travail

- Construire un rapport de confiance et de fidélité avec des alliés signifie souvent être là pour eux sans rien attendre en retour
- Ils sont plus susceptibles de suivre à leur tour si vous faites le premier pas, mais veiller à évaluer le rapport cout/avantages avant de déployer trop de ressources

## SECTION 4

# Surveiller l'opposition

Parce que la stigmatisation entourant l'avortement est forte, il est difficile de discuter du besoin de changer la loi sur l'avortement dans toutes les cultures, et il est presque inévitable que quelqu'un s'oppose à votre travail pour étendre l'accès à l'avortement sécurisé. Cette opposition peut avoir pour origine des croyances religieuses ou la volonté de maintenir des pratiques culturelles où l'équilibre entre les sexes n'est pas respecté, en particulier sur des sujets liés à la sexualité et la reproduction. Attendez-vous à ne pas pouvoir faire changer certaines personnes d'avis et à trouver des opposants partout (parlementaires, groupes de la société civile, secteur juridique, professionnels de la santé, etc.).

Quelle que soit l'étape du processus de plaidoyer où vous vous trouvez, vous devrez faire face à l'opposition. Il est important de s'y préparer. Les astuces ci-dessous vous aideront dans ce processus.

### Connaître l'opposition

Identifier les groupes ou personnes susceptibles de s'opposer à votre travail, et tenter de comprendre comment ils pensent et travaillent. Connaître leurs croyances, leurs stratégies, leurs ressources et leurs bases de soutien peut vous aider à exposer leurs tactiques, anticiper leurs activités futures et neutraliser leur efficacité. Posez-vous les questions suivantes :

- Qui sont-ils et quelle est leur affiliation ? Est-ce que ce sont des personnes ? Des groupes religieux ? Des ONG militantes affiliées à des groupes étrangers ?
- Quelles sont leurs ressources ? Ont-ils du financement ? Des législateurs ou politiciens influents les soutiennent-ils ? Ont-ils accès à du matériel, des vidéos ou des formations de groupes anti-avortement étrangers ? Des

groupes de médias sont-ils partiaux à l'égard de leur point de vue ? Ont-ils un soutien financier ou une assistance technique provenant de l'étranger, potentiellement des États-Unis ?

- Quels sont la taille et le pouvoir de leur base de soutien ? Comment atteignent-ils leurs affiliés ? Par courrier électronique, rencontres en personne, appels téléphoniques, dans les églises ?

Familiarisez-vous avec leurs tactiques, notamment leurs déclarations publiques, leur utilisation des réseaux sociaux, l'organisation de marches, leurs préoccupations et leurs activités de sensibilisation auprès des jeunes. Ont-ils fait des déclarations publiques ? Quel a été le ton de la couverture médiatique à leur sujet ?

Quel est le profil de leurs leaders ? Tentent-ils d'intimider vos soutiens en ayant recours au harcèlement public ou personnel, ou leurs tactiques sont-elles plus subtiles ?

S'il y a un groupe d'opposition organisé, désignez une personne de votre coalition pour participer régulièrement à leurs réunions et forums. Lisez leurs supports, inscrivez-vous à leurs lettres d'information, ayez connaissance de ce qu'ils disent.

### Relever le défi

Entrenez des **recherches soigneuses** pour étayer votre position et prenez position clairement sur des questions majeures et controversées dès le départ.

**Préparez-vous à la critique.** Connaissez vos problèmes et les arguments de l'opposition à fond et ne soyez pas pris au dépourvu.

Soyez prêts à **corriger toutes les informations fausses** répandues par l'opposition et à répondre à toutes les charges contre vous ou au sujet de votre travail.

Regardez au-delà de la question des droits en matière de santé reproductive et déterminez si d'autres groupes peuvent être touchés indirectement par le travail de l'opposition, ou s'ils sont attaqués par les mêmes organisations. Ils peuvent **trouver des alliés** parmi ces groupes et se rassembler. Par exemple, le travail pour développer l'autonomie financière des femmes peut être affecté par des campagnes visant à restreindre les droits des femmes. Ainsi, les groupes travaillant sur des programmes de microcrédit peuvent être prêts à travailler avec votre coalition pour combattre ces efforts.

Aidez le public à comprendre pourquoi votre approche soutient le droit des femmes, protège leur santé et leur vie, et bénéficie à l'ensemble de la communauté. **Formulez votre message de manière positive** et utilisez des images percutantes pour définir votre travail auprès du public.

Allez au-delà de la question de l'avortement et **tentez de comprendre les croyances sous-jacentes et les intentions cachées de l'opposition**. Formez les membres de la coalition à poser des questions qui poussent les leaders de l'opinion à exposer leurs croyances et leurs préjugés.

Peser les avantages et les inconvénients de répondre aux attaques verbales à l'encontre des membres de la coalition, et soyez prêt à réagir rapidement si vous décidez de le faire. Dans certains cas, une réponse pourrait attirer encore plus d'attention négative des médias; dans d'autres, il peut être nécessaire de clarifier les allégations trompeuses ou inexacts. Lorsque vous décidez de réagir, faites-le de manière calme et objective. Évitez l'hostilité.

Si les infrastructures de télécommunication sont adéquates, **établissez un système de réponse rapide** par téléphone ou message électronique par lequel avertir les membres de la coalition des activités d'opposition. Ceci peut être un moyen efficace de générer rapidement des appels de soutien lors d'une émission de radio, des lettres à un rédacteur en chef ou la participation à un rassemblement de la communauté.

**Éduquez la presse** pour reconnaître des informations trompeuses. Éduquez le public pour reconnaître les médias qui ont une attitude partielle par rapports aux droits de santé reproductive des femmes. Soyez prêt à prouver en quoi certains médias sont partiels à l'égard des questions liées à la femme.

Si des militants anti-avortement de votre pays ont eu recours à la violence physique et au harcèlement, anticipez la possibilité d'avoir à faire face à de tels risques ou d'autres. **Envisagez d'aider les prestataires d'avortement** à se préparer à des tactiques terroristes et à s'en remettre. N'oubliez pas que se préparer ne signifie pas être alarmiste!

**Trouvez des avocats, des médecins, des représentants des forces de l'ordre** et d'autres professionnels qui apporteront une aide gratuite ou à bas prix au besoin. Demandez leur aide pour développer les stratégies pour combattre les tactiques de l'opposition.

**Gardez une longueur d'avance sur l'opposition** en vous positionnant comme une ressource pour la communauté. Préservez votre image publique, faites connaître le travail de la coalition et sollicitez les questions et les commentaires du public.

## SECTION 5

# Développer un plan de communication et une stratégie médiatique

Développer un plan de communication est un élément important de votre stratégie de plaidoyer. Avoir un plan vous aidera à clarifier les buts et objectifs de communication de votre coalition, et constitue une manière de clarifier son public, ses messages, ses canaux de communication et ses activités. Un plan de communication bien développé aidera la coalition à identifier des stratégies pour atteindre vos parties prenantes et communiquer avec elles plus efficacement. Développer un plan de communication doit être une activité plaisante : c'est une manière de développer la créativité, d'amener différentes perspectives et de permettre aux membres de la coalition d'être sur la même longueur d'onde.

### Développer un plan de communication

Un plan de communication accompagne et renforce la stratégie de plaidoyer de votre coalition. Prendre des décisions stratégiques clés est le fondement d'un plan de communication.

#### Étape 1 : Définir vos buts et objectifs

L'objectif de la communication est de refléter le but du plaidoyer, et chaque objectif doit s'aligner sur les objectifs du plaidoyer. Chaque objectif de communication doit posséder son propre plan de communication. L'ordre de vos objectifs peut être ou ne pas être important pour parvenir à votre but ; demandez-vous si l'ordre des étapes est pertinent. Les objectifs doivent être spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et dans les temps (SMART). Pour les objectifs liés aux médias, reportez-vous à *Développer une stratégie et une campagne médiatiques ci-dessous*.

## Exemples de buts et d'objectifs :

*But du plaidoyer* : Améliorer la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction par le biais d'un plaidoyer en faveur de la réforme des lois et politiques restrictives.

*But de communication* : Développer le soutien en faveur de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction par le biais d'activités de communication destinées à des publics ciblés clés.

*Objectif de communication n°1* : Remettre le débat sur la santé et les droits en matière de reproduction sur la place publique.

*Objectif de communication n° 2* : Développer le soutien des parlementaires et des représentants du gouvernement.

## Étapes 2 : Publics

Qui sont les personnes qui peuvent aider la coalition à atteindre ses objectifs ? Mieux vous saurez définir vos publics, mieux vous parviendrez à les atteindre.

1. **Sélectionnez votre public cible.** Soyez aussi précis que possible et n'oubliez pas que le grand public ou les médias ne sont pas votre public.
  - Le public est-il le même que pour la stratégie de plaidoyer ?
  - Pouvez-vous choisir des publics à partir de la stratégie de plaidoyer et raffiner le public correspondant à chaque objectif ?
2. **Identifiez si le public est prêt à entendre votre communication et à agir en conséquence.** Réfléchissez aux problèmes de leur point de vue. Oubliez votre propre compréhension de la question. Vous pouvez envisager ce qui suit :
  - Le public a-t-il des connaissances sur les questions de DSSR ? A-t-il besoin d'informations ? Quelles sont les informations pertinentes dont il aura besoin ?
  - Le public a-t-il déjà suffisamment d'informations ? Si oui, qu'est-ce qui va le pousser à passer à l'étape suivante ?
  - S'est-il déjà engagé en faveur de la question ? Si oui, que peut-on faire pour qu'il s'engage davantage ?
3. **Identifiez les difficultés et les obstacles clés.** Quels sont les difficultés/obstacles clés pouvant empêcher votre public d'agir ? Que pouvez-vous faire pour qu'il puisse avoir confiance en la coalition et les questions que vous mettez en avant ?

4. **Déterminer l'opinion du public et sa disposition.** Une fois que vous avez sélectionné votre public cible, déterminez quel est son opinion sur la question et s'il est prêt à entendre ce que vous dites et à faire ce que vous souhaitez qu'il fasse.

### **Étape 3 : Formuler des messages et définir le messenger**

Avant de développer vos messages clés à utiliser par la coalition, pensez à saisir la thématique des messages. Par exemple, si votre public est un groupe de lycéens, vous pourriez définir le thème de vos messages comme « l'éducation est la porte de la réussite ». Si vos messages sont destinés à la communauté des personnes âgées ou à des chefs suprêmes, vous pourriez saisir vos messages sous le thème « construire des communautés en pleine santé ».

Pensez au ton : un ton optimiste peut être vecteur de force. Il est essentiel de trouver les thèmes qui vont fonctionner au mieux pour votre public et de s'y tenir.

#### **Astuces pour créer des messages clés qui vont résonner chez votre public cible.**

1. Les messages doivent résonner chez votre public.
  - Quel message vont-ils écouter ?
  - Comment leur faire entendre le message ?
2. Les messages doivent être liés au thème que vous avez choisi pour le public spécifique, et ils doivent être cohérents.
3. Les messages clés doivent traiter des valeurs fondamentales du public, ou des préoccupations qu'il peut avoir.
4. Pensez au ton du message.
5. Utilisez des mots simples que le public va comprendre.
6. Vos messages ne doivent pas dépasser deux à trois phrases.

#### **Qui est le messenger ?**

La personne qui va apporter vos messages est aussi importante que les messages en soi. Un message adapté apporté par la mauvaise personne ne sera probablement pas entendu. Le messenger doit être une personne qui a une crédibilité aux yeux du public, quelqu'un en qui il peut avoir confiance.

## Étape 4 : Tactiques de communication et activités

La stratégie de communication commence à prendre forme quand vous identifiez des tactiques de communication que vous allez utiliser pour livrer vos messages au public ciblé.

Une manière simple de décomposer ce qu'il faut faire est de réfléchir aux tactiques que vous allez employer et aux activités spécifiques que vous devrez effectuer pour chacune. Pour pouvez penser aux tactiques comme les types d'approches et de plateformes que vous allez utiliser, telles que les réunions, les lettres et les réseaux sociaux.

Les activités sont la liste de choses à faire associée à chaque tactique. Elles peuvent comporter des aspects telles qu'« organiser trois réunions avec des décideurs et trois réunions avec des leaders religieux locaux », ou « créer un nouveau compte Twitter » et « établir un plan pour alimenter le compte Twitter ».

1. Déterminez les tactiques de communication que vous allez utiliser pour atteindre votre public cible. Regardez vos objectifs, votre radiographie interne et externe, vos publics cibles et vos messages. Comment allez-vous livrer le message à votre public cible ? Adoptez des tactiques directes dans la mesure du possible.
2. Déterminez les activités de communication que vous allez utiliser.
3. Calendrier : Planifier à l'avance et réfléchissez aux opportunités que vous pouvez utiliser pour vos activités, tels que les événements et les rassemblements publics. Accordez-vous plus de temps que ce que vous anticipez.
4. Attribuez des tâches à des personnes spécifiques.
5. Déterminez un budget.

### Exemples de tactiques directes et d'activités

- Réunions : Élaborez l'ordre du jour, choisissez le porte-parole et développez les messages.
- Lettres : Rédigez la lettre, intégrez les messages clés destinés au public visé.
- Distribution de supports de communication : créez des flyers et des fiches d'information.
- Campagne médiatique (voir ci-dessous pour plus d'informations)
- Réseaux sociaux
- Courriers électroniques

## Liste de progression du plan de communication

Avant de passer à l'étape suivante, prenez un moment pour passer en revue la liste de progression ci-dessous. Effectuer chaque étape de la liste vous permettra d'être sûr que votre plan de communication est prêt à être mis en œuvre et aura l'impact le plus important.

- Le plan est-il réalisable dans le temps que vous avez défini ?
- Avez-vous suffisamment de ressources pour mettre en place le plan ?
- Avez-vous choisi le bon public au bon moment ?
- Les activités de communication vous feront-elles avancer vers votre objectif ?
- Vos messages sont-ils alignés avec les valeurs de votre public ?
- Quels sont les autres objectifs que vous devrez définir pour avoir un plan de communication complet ?

## Développer une stratégie médiatique

Une stratégie médiatique fait appel aux médias de large portée pour faire avancer une initiative publique en matière de politique. Dans la plupart des pays, les médias influencent l'opinion publique et sont la principale source d'informations de beaucoup de gens. Les membres des médias peuvent être des alliés importants pour votre campagne, tout comme ils peuvent faire une représentation erronée de vos intentions et vos activités. Il est important que votre coalition développe une approche proactive au travail avec les médias, pour que le public reçoivent des informations justes et impartiales.

### Stratégie médiatique

Identifiez des membres des médias favorables et tissez des liens avec eux. Devenez une source de confiance : assurez-vous qu'ils savent que vous êtes une source d'informations sûre quand une information sort. Demandez-leur en retour de publier des articles clés à des moments stratégiques.

- Quel contact la coalition a-t-elle avec les médias ?
- Avez-vous une liste de contact média ?
- Listez les journalistes les plus influents que vous souhaitez contacter.
- Envisagez d'inviter des journalistes sélectionnés à rejoindre votre coalition. Contactez les représentants de différents médias : les reporters de journaux

et de magazines, les présentateurs d'émission radio, les rédacteurs en chef et les producteurs. Impliquez-les tôt dans le processus, afin qu'ils puissent publier les événements pertinents et faire des publications exactes tout au long de la campagne.

- Parmi les membres des médias, lesquels représenteraient un avantage s'ils rejoignaient la coalition ?
- Pourquoi ?

Il ne sera jamais possible d'éliminer toutes les informations négatives concernant l'avortement dans les médias, les inexactitudes et les articles sensationnalistes existeront toujours, quelle que soit la réussite de votre travail. Plutôt que de tenter d'éliminer toutes les critiques des médias, tentez de tenir les journalistes informés des faits sur les questions d'avortement et les dernières recherches, de promouvoir les articles liés aux services de santé sexuelle et reproductive et d'être préparé à répondre à des articles qui font une représentation erronée du travail de la coalition. Quelles ressources sont à la disposition de la coalition ?

- Quelles sont les dernières recherches que vous pouvez partager avec les médias ?
- Avez-vous partagé certaines de ces ressources ?
- Développez les capacités des journalistes en les informant sur ces questions : organiser des ateliers sur les droits sexuels et reproductifs et les questions d'égalité entre les sexes, organisez une réunion spéciale pour les rédacteurs en chef et les producteurs pour déterminer les positions institutionnelles des organes de presse.
- Apportez aux membres des médias des idées d'articles, des informations brutes et des « kits de ressources ».
- Utilisez des données équilibrées et plausibles.
- Avez-vous suffisamment de ressources pour effectuer une formation ?
- Que pourriez-vous mettre dans un kit de ressources ou de presse ?
  - Communiqué de presse
  - Faits sur l'avortement non sécurisé dans votre pays et taux de mortalité maternelle
  - Faits sur l'avortement non sécurisé dans la région et taux de mortalité maternelle
  - Déclarations de parties prenantes clés

## Campagne médiatique

Les campagnes médiatiques peuvent générer des changements positifs ou empêcher des changements négatifs dans les comportements liés à la santé en exposant les populations à des messages par le biais d'une utilisation régulière des médias existants, tels que la télévision, la radio, les plateformes d'actualité en ligne, les magazines et les journaux.

Les campagnes médiatiques peuvent être de courte durée ou s'étendre sur une longue période. Une campagne peut fonctionner indépendamment ou être liée à d'autres composantes d'un programme, telles que le travail de sensibilisation de la coalition. Les campagnes médiatiques sont utilisées pour diffuser des messages bien définis et ciblés à un public large, de manière répétée sur une durée spécifiée.

Lors de l'élaboration d'une campagne médiatique, considérez ce qui suit : comment s'associer à différents contacts dans les médias ; quels sont vos messages et la façon de les formuler ; que voulez-vous accomplir en travaillant avec les médias ; et quel est le résultat souhaité d'une campagne médiatique.

### Support

Déterminez les publics que vous voulez atteindre et choisissez les médias adaptés pour les atteindre. Tous les médias ne sont pas forcément adaptés à chaque message : les femmes en milieu rural écoutent-elles principalement la radio ? Les communautés se rassemblent-elles pour regarder la télévision ? Un journal en particulier est-il la principale source d'information des parlementaires ? Qui lit les caricatures politiques ?

Allez au-delà du simple partage d'informations : utilisez les médias pour trouver du financement, recruter des soutiens, informer le public, changer ses attitudes, influencer sur les politiques du gouvernement et la législation.

Envisagez toute sorte de stratégies pour atteindre le public. Par exemple : trouvez un artiste favorable à la cause pour réaliser des dessins politiques pour votre campagne, organisez des conférences de presse pour annoncer de nouvelles activités ou clarifier des questions, envoyez des communiqués de presse pour diffuser les résultats de recherches ou les principaux changements de politique, développez un réseau d'auditeurs de radio qui peuvent appeler les émissions avec des questions ou des commentaires favorables à la cause.

Exemples de stratégies :

- Si les populations rurales sont analphabètes pour la plupart, un spot publicitaire en langue locale peut être le mieux adapté.

- Si les informations dans le journal national attirent l'attention des législateurs, identifiez des personnes influentes pour rédiger des articles d'opinion ou un courrier au rédacteur en chef.

## Messages

Utilisez des messages tirés de votre objectif de communication.

### N'OUBLIEZ PAS!

- Préparez des points de discussion qui incluent des faits de base sur l'avortement dans votre pays et formulez les principaux objectifs de votre travail de coalition. Assurez-vous que toutes les personnes qui travaillent avec les médias dans votre coalition ont un exemplaire.
- Définissez des messages clés pour chaque public, et adaptez les messages aux médias que vous avez choisis.
- Optez pour un langage honnête, clair et précis.
- Soyez prêt à répondre aux déclarations inexactes ou critiques au sujet de la campagne ou vos actions.
- Interdisez-vous d'adopter une attitude défensive au sujet de vos activités; n'oubliez pas pourquoi vous êtes impliqué dans le travail et soyez en mesure de le formuler.

## Messageurs

Comme il l'a été mentionné à la section précédente, les messageurs sont essentiels pour livrer votre message. Demandez-vous qui vous voulez et ce que vous voulez pour représenter la « voix » et le « visage » de votre campagne, et préparez quelques personnes pour ce rôle. Apportez aux porte-paroles une formation sur comment réaliser une interview et répondre à la presse. Assurez-vous qu'ils connaissent bien le contenu de la campagne et qu'ils puissent en parler avec précision. N'oubliez pas, tout le monde n'est pas fait pour être porte-parole!

- Choisissez vos porte-paroles soigneusement.
- Envisagez de trouver une célébrité ou figure populaire appréciée et respectée, telle qu'un acteur de télévision ou un auteur populaire, pour soutenir votre cause. Invitez-les à apparaître lors d'événements publics en soutien à votre travail.
- Donnez un visage humain à votre travail. Trouvez des femmes et des hommes prêts à témoigner sur la manière dont l'avortement non sécurisé a affecté leur vie ou leur santé, ou pourquoi l'avortement sécurisé légal constitue le bon choix selon eux.

## SECTION 6

# Développer un plan de travail pour les 3, 6 et 12 mois à venir

À ce stade, il se peut que vous vous sentiez dépassé par toutes les informations auxquelles vous avez réfléchi et que vous avez rassemblées. Ne perdez pas votre élan! Il est temps d'organiser les activités selon leur échéance à court, moyen et long terme. Ceci vous aidera à gérer le temps et les ressources limités et à identifier les priorités ou les activités urgentes qui doivent se dérouler immédiatement. Travaillez sur les sections suivantes pour identifier les types d'activités qui doivent se dérouler dans 3, 6 et 12 mois prochains.

### **Au cours des 3 prochains mois...**

Quels types d'activités doivent avoir lieu en premier? En fonction des discussions jusque là, vous pouvez choisir de réaliser une cartographie supplémentaire, un renforcement des capacités ou des consultations, ou bien devrez peut-être embaucher du personnel. Ces types d'activités doivent probablement avoir lieu avant toute chose. Soyez réalistes sur ce que vous pouvez accomplir au cours des 3 prochains mois.

### **Au cours de 6 prochains mois...**

Où espérez-vous être dans 6 mois? En fonction de votre réponse, travaillez à rebours et listez les activités qui doivent avoir lieu pour parvenir à cet objectif des 6 mois.

### **Au cours de 12 prochains mois...**

Où souhaitez-vous être d'ici un an? Travaillez à rebours pour identifier les types d'activités qui doivent avoir lieu pour parvenir à cette vision sur un an. Il est raisonnable de conserver une certaine flexibilité pour ces activités, car il peut se passer beaucoup de choses en un an. Assurez-vous que votre plan de travail est suffisamment flexible pour tenir compte de mouvements inattendus ainsi que d'évolutions politiques prévisibles (élections à venir, processus de réforme de la Constitution, etc.).

# ANNEXE 1

## Liens et ressources

### **Base de données générale des politiques de l’OMS :**

<http://srhr.org/abortion-policies/>

### **Carte interactive du droit à l’avortement à travers le monde du Center for Reproductive Rights**

<http://worldabortionlaws.com/>

### **Charte africaine des droits de l’homme et des peuples**

<http://www.achpr.org/fr/about/>

### **Convention américaine relative aux droits humains**

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Convention\\_am%C3%A9ricaine\\_relative\\_aux\\_droits\\_de\\_l%27homme](https://fr.wikipedia.org/wiki/Convention_am%C3%A9ricaine_relative_aux_droits_de_l%27homme)

### **Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

<http://www.ohchr.org/FR/HRBodies/CAT/pages/catindex.aspx>

### **Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l’éradication des violences contre les femmes :**

[https://en.wikipedia.org/wiki/Inter-American\\_Convention\\_on\\_the\\_Prevention,\\_Punishment,\\_and\\_Eradication\\_of\\_Violence\\_against\\_Women](https://en.wikipedia.org/wiki/Inter-American_Convention_on_the_Prevention,_Punishment,_and_Eradication_of_Violence_against_Women)

### **Convention interaméricaine sur la prévention et la sanction de la torture :**

[https://en.wikipedia.org/wiki/Inter-American\\_Convention\\_to\\_Prevent\\_and\\_Punish\\_Torture](https://en.wikipedia.org/wiki/Inter-American_Convention_to_Prevent_and_Punish_Torture)

### **Convention interaméricaine sur l’élimination de la discrimination sous toutes ses formes à l’égard des personnes en situation de handicap :**

[https://en.wikipedia.org/wiki/Inter-American\\_Convention\\_on\\_the\\_Elimination\\_of\\_all\\_Forms\\_of\\_Discrimination\\_Against\\_Persons\\_with\\_Disabilities](https://en.wikipedia.org/wiki/Inter-American_Convention_on_the_Elimination_of_all_Forms_of_Discrimination_Against_Persons_with_Disabilities)

### **Convention relative aux droits de l'enfant**

<http://www.ohchr.org/FR/HRBodies/CRC/Pages/CRCIndex.aspx>

### **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)**

<https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/CEDAW/pages/cedawindex.aspx>

### **Guttmacher Institute's Report Abortion Worldwide 2017: Uneven Progress and Unequal Access**

[https://www.guttmacher.org/report/abortion-worldwide-2017?utm\\_source=Master+List&utm\\_campaign=fc1c68553b-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2018\\_03\\_19&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_9ac83dc920-fc1c68553b-244272485](https://www.guttmacher.org/report/abortion-worldwide-2017?utm_source=Master+List&utm_campaign=fc1c68553b-EMAIL_CAMPAIGN_2018_03_19&utm_medium=email&utm_term=0_9ac83dc920-fc1c68553b-244272485)

### **Les données du Pew Research Center sont issues des lois mondiales sur l'avortement de la Division de la population des Nations Unies :**

<http://www.un.org/en/development/desa/population/publications/policy/world-abortion-policies-2013.shtml>

### **Le Pew Research Center organise ses politiques sur l'avortement à travers le monde :**

<http://www.pewresearch.org/interactives/global-abortion/>

### **Pacte international relatif aux droits civils et politiques :**

<https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/CCPR/Pages/CCPRIndex.aspx>

### **Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels :**

<https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/CESCR/pages/cescrindex.aspx>

### **Site internet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme - Vous y trouverez la liste des traités internationaux dont fait partie votre pays :**

<http://indicators.ohchr.org/>

# ANNEXE 2:

## CARTOGRAPHIE DES PARTIES PRENANTES

Partie prenante :				
Raison de l'impliquer :	Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus haut), estimez l'influence et/ou le pouvoir relatif de ce groupe dans votre pays	Position sur l'avortement	Pour aucun de ces groupes (mais en particulier ceux dont le pouvoir/l'influence ont été estimé à 3 et plus), listez les personnes les plus influentes de ce groupe	Avez-vous des liens, des rapports ou des antécédents avec les personnes influentes de ce groupe ? (O/N)
		<input type="checkbox"/> favorable <input type="checkbox"/> défavorable <input type="checkbox"/> inconnue		
		<input type="checkbox"/> favorable <input type="checkbox"/> défavorable <input type="checkbox"/> inconnue		
		<input type="checkbox"/> favorable <input type="checkbox"/> défavorable <input type="checkbox"/> inconnue		
		<input type="checkbox"/> favorable <input type="checkbox"/> défavorable <input type="checkbox"/> inconnue		
		<input type="checkbox"/> favorable <input type="checkbox"/> défavorable <input type="checkbox"/> inconnue		



**Ipas** Partenaires pour la  
justice reproductive